



URGENCES CLIMATIQUES

Des solutions qui placent les populations et
travailleur·euse·s au centre du jeu



BELGIQUE

WSM
ACV-CSC
MUTUALITÉ
CHRÉTIENNE DE
BELGIQUE

7



**NATIONS
UNIES**

13



**AMÉRIQUE
LATINE**

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
GUATEMALA
BOLIVIE

17



AFRIQUE

MALI
BURKINA-FASO
BURUNDI

25



ASIE

INDONÉSIE
INDE
NÉPAL

33

URGENCES CLIMATIQUES

Des solutions qui placent les populations et
travailleur·euse·s au centre du jeu



Notre planète est en danger, et si nous n'entreprenons pas un tournant majeur, les conséquences pourraient être dévastatrices pour l'ensemble de ses habitantes et pour les générations futures.

C'est un fait qui ne peut plus être nié, hormis par quelques climatosceptiques en mal d'arguments convaincants pour appuyer leur thèse. La réalité et les arguments scientifiques les discréditent, et ce depuis que la première sonnette d'alarme d'envergure a été tirée, en 1972, avec le rapport dit 'Meadows', intitulé 'Les limites de la croissance'. Les sols et les océans sont dégradés, nous vivons une extinction massive des espèces animales et végétales entraînant une chute de la biodiversité, les inondations se multiplient, les épisodes de sécheresse et de canicule sont monnaie courante. Ce terrible constat a été répété depuis lors et jusqu'à nos jours, tout au long des différents sommets organisés par les Nations unies, mais aussi par une société civile et des populations de plus en plus actives sur cette problématique. Plus récemment, des manifestations massives se sont déployées dans les rues du monde entier, avec la volonté de désormais entreprendre des actions efficaces pour lutter contre le réchauffement climatique.

Enfin, la crise du Covid-19 nous a rappelé que les activités humaines comme la déforestation intensive et l'exploitation des animaux peuvent non seulement conduire à des catastrophes environnementales mais aussi sanitaires. Il existe un lien indéniable entre la destruction des écosystèmes et la surexploitation des ressources animales, lesquelles sont des facteurs importants de l'apparition des épidémies. La modification de l'équilibre des écosystèmes peut favoriser la migration des virus vers d'autres espèces ou leur mutation et leur permet de s'adapter aux nouvelles conditions et à leurs nouveaux hôtes.

Nous faisons donc face à un des plus grands défis de l'histoire de l'humanité. Selon les derniers rapports du GIEC², si nous maintenons notre rythme d'émission de gaz à effet de serre au même niveau qu'actuellement, le réchauffement moyen dépassera les 4° d'ici la fin du XXI^e siècle, par rapport à l'ère préindustrielle. Leurs dernières

recherches démontrent que les conséquences du réchauffement seraient déjà dévastatrices avec 1,5 degré de réchauffement. Or, l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015 fixe comme objectif de ne pas aller au-delà de 2 degrés de réchauffement. Sachant que la grande majorité des États se révèlent incapables d'atteindre cet objectif, si peu ambitieux soit-il, il n'est pas inconsidéré d'affirmer que nous faisons actuellement fausse route.

Le changement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre est bien d'origine humaine, de même que la surpêche, l'usage de pesticides, la pollution des eaux, la déforestation, qui participent également à la dégradation de notre environnement. Il nous appartient donc de procéder à un véritable changement structurel, qui tourne le dos à la croissance économique, érigée en dogme permettant soi-disant de résoudre tous les problèmes auxquels nous faisons face. La notion de 'développement durable', pendant les dernières décennies du siècle précédent, a permis de mettre la question à l'agenda et de sensibiliser les masses, mais sans pour autant apporter de véritables solutions.

Dans sa conception initiale, ses piliers économiques, sociaux, écologiques étaient supposés être sur un même pied d'égalité, et cela afin d'atteindre le développement durable. Malheureusement, cette logique a été dévoyée et n'a pas mené à plus de durabilité. Le néolibéralisme a privilégié l'importance du pilier économique en prônant que les populations (le social) et la planète (l'environnement) allaient bénéficier d'une croissance 'verte'. Cette logique a permis la poursuite d'un système capitaliste destructeur de la

nature et des êtres humains. En maintenant leur niveau de consommation actuel, les populations les plus riches continuent en effet à piller les ressources de la planète, sans s'interroger sur leurs modes de vie. Qui paie les pots cassés de cette frénésie aveugle ? Les populations les plus vulnérables (femmes, jeunes, agriculteur·trices, migrant·es, LGBTQI+, etc.), localisées dans les pays dits du 'Sud' de la planète, autrement appelés 'pays en voie de développement'.

Il convient dès lors d'imposer un nouveau récit précurseur d'actions mobilisatrices, qui fait la part belle à la solidarité entre les peuples. Il faut dépasser

***il convient d'imposer
un nouveau récit
précurseur d'actions
mobilisatrices, qui fait la
part belle à la solidarité
entre les peuples. Il faut
dépasser la culture de la
compétition cherchant
le profit à tout prix pour
la remplacer par la
recherche du bien-être
de tous·tes, en harmonie
avec la nature***

1 'Le Mouvement social face à l'urgence écologique', page 16, Collection POLITIQUE 3, 2019.

2 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

la culture de la compétition cherchant le profit à tout prix pour la remplacer par la recherche du bien-être de tous·tes, en harmonie avec la nature.

Notre système économique est prédateur et fait bien partie du problème. Il faut donc repenser notre modèle économique en instaurant une hiérarchie claire entre les différents piliers du développement durable. Le développement économique doit être au service du bien-être des populations en tenant compte des limites de notre planète et de son écosystème. Pour réaliser ce 'shift' et trouver un nouvel équilibre, il conviendra de trouver des solutions ensemble, dans une grande alliance globale, entre sociétés civiles, entreprises, dirigeant·es politiques. Ce défi immense nous offre un boulevard d'opportunités afin de bâtir un nouveau système basé sur la coopération et l'entraide. Il ne faudra laisser personne de côté. La création de sources d'emplois décents doit être une priorité, avec l'édification de systèmes de protection sociale qui permettent aux populations d'affronter les risques qu'elles rencontrent dans la vie, en ce compris les risques liés au changement climatique, qui bouleverseront de plus en plus la vie de nombreuses populations dans le monde.

Le renforcement de nos systèmes démocratiques doit également pouvoir guider l'ensemble de nos actions vers de meilleurs lendemains. Comment imaginer de ne pas associer l'ensemble des populations à la prise de décisions face au changement climatique ? Toute politique climatique devra donc s'appuyer sur une véritable participation citoyenne, solide et permanente, invitant l'ensemble des populations à s'exprimer autrement que par le seul biais des élections ou des consultations

ponctuelles. Ainsi, toute mesure taxatrice devra faire l'objet d'études d'impact social préalables, afin de s'assurer qu'elles ne précarisent pas davantage les populations. Un système basé sur la justice sociale permettra d'éviter que les actions servant à atténuer les impacts négatifs du changement climatique ne provoquent des conséquences sociales désastreuses et ne poussent dans l'extrême misères des citoyen·nes déjà fragilisés·es.

Les organisations partenaires de WSM, de l'ACV-CSC et de la Mutualité Chrétienne de Belgique sont des syndicats, des mutuelles de santé et des organisations sociales de terrain localisées en Asie, Afrique et Amérique latine & Caraïbes. Ces organisations, fortes de leur assise sociale, constituent des leviers de changement social durable, tant elles se doivent de réagir dès à présent aux conséquences négatives du changement climatique qui impactent en tout premier lieu leurs populations.

Elles n'ont pas attendu les récentes grandes conférences internationales pour le climat pour se bouger. Avec leurs membres, elles mènent depuis des années des projets tendant à augmenter la résilience des populations face au changement climatique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant de leurs activités. Ancrés dans les réalités locales, ces projets sont imaginés, réalisés et évalués collectivement, ce qui favorise l'appropriation des dynamiques par tout un chacun. À côté du volet technique, la nécessité de faire prendre conscience aux populations concernant des enjeux climatiques n'est pas oubliée, car le combat à mener se joue aussi sur le terrain social et politique. Porteurs d'un discours politique engagé, les organisations



partenaires et leurs membres relayent ainsi des messages en faveur d'une meilleure gestion de notre planète auprès des décideurs politiques. Si ces populations sont loin d'être les principales émettrices de gaz à effet de serre, elles se mobilisent tout de même, conscientes de l'enjeu pour l'ensemble de l'humanité. Leurs démarches peuvent servir d'inspiration pour toute collectivité de par le monde désireuse d'emprunter une autre voie que celle de la croissance sans limites.

En Belgique, le mouvement ouvrier chrétien est également actif sur la question. WSM, l'ACV-CSC et la Mutualité Chrétienne mènent également

des actions sur le terrain afin de répondre à la préoccupation climatique.

Enfin, un acteur international majeur, moins connu pour son engagement sur cette question, prend aussi ses responsabilités en élaborant des programmes spécifiques qui visent à accompagner les travailleur·euses impacté·es par des mesures liées à la transition juste : l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Nous vous proposons dans cette brochure un tour d'horizon de quelques-unes de ces démarches innovatrices, porteuses de changement.





BELGIQUE

EN BELGIQUE, WSM VEUT ÊTRE UN ACTEUR DE CHANGEMENT POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTE !

Afin de créer un monde socialement juste, WSM s'engage à réaliser le travail décent et le droit à la protection sociale pour tous. À première vue, cet objectif ne semble pas lié à notre écosystème mondial.

Pourtant, force est de constater que les défis sociaux et environnementaux mondiaux sont bien fortement imbriqués.

En tant qu'organisation, WSM veut se regarder dans le miroir et ajuster ses actions.

WSM doit et veut faire partie de la solution plutôt que du problème.

Aujourd'hui, WSM se fixe comme ambition d'être une organisation aussi durable que possible, en termes de consommation de matériaux et d'énergie, de mobilité et de produits financiers.

Le thème essentiel de la protection de nos écosystèmes est aussi intégré au travail d'éducation, de plaidoyer politique et de communication de WSM. Le changement de comportement, en particulier dans les pays riches comme le nôtre, exige une transformation nécessaire de nos sociétés mondiales.³ WSM s'attelle à faire réfléchir ses publics sur le lien entre les défis sociaux et écologiques de notre époque afin de développer un large consensus et de le traduire en une politique forte.

Campagne #vêtementsclean : les achats, leviers de changement

Lors de la campagne appelée #vêtementsclean (www.vetementsclean.be) menée en 2017 et 2018 par WSM, cette dernière a travaillé à la fois sur

les problèmes sociaux et environnementaux du secteur de l'habillement et sur les changements de mentalité et de comportement nécessaires pour améliorer le secteur.

Cette campagne a eu pour objectif de stimuler la production d'équipements éthiques dans le monde du sport.

Le but était de pousser des marques belges de vêtements de sport à être transparentes et à assurer la prise en compte des droits des travailleuses dans leurs filières de production. Le secteur des vêtements est en outre l'un des plus polluants, juste après le secteur du pétrole. Un des grands problèmes est la surproduction et la surconsommation consécutive des vêtements.

Pour initier le changement, un intense travail de sensibilisation et de mobilisation a démarré avec les organisations partenaires de la campagne, à côté d'un important travail de plaidoyer, tant auprès des acteurs économiques que des acteurs politiques. Plus les entreprises et les gouvernements locaux connaîtront les coulisses sociales et écologiques de leurs productions, plus elles verront d'intérêt à adapter leurs pratiques en profondeur !

Nous avons donc aussi voulu proposer des pistes d'adaptation des actes d'achat pour offrir la possibilité d'agir. Et cela, au-delà de la sphère individuelle.

Les organisations sociales et les gouvernements locaux jouent un rôle important en montrant l'exemple. En optant pour l'achat de produits, services et bâtiments durables, les unes comme les autres soutiennent le développement futur de ces marchés.

3 www.wsm.be/files/files/publicaties/fr/WSM_Une-Introduction_LR.pdf

Dans le cadre de cette campagne, WSM a développé une brochure qui les guide dans l'adaptation de leurs pratiques d'achat de vêtements vers plus de durabilité. Le guide 'Comment gérer les achats durables au sein de mon organisation ou entreprise ?' s'adresse aux acheteurs d'organisations qui veulent mettre en avant la durabilité sociale lors de leurs achats de vêtements. Il permet aussi aux militants syndicaux en Belgique, qui souhaitent mettre une politique d'achats durables à l'ordre du jour de la concertation sociale au sein de leur entreprise, de se mettre au travail.

Qui dit achats durables, dit inciter l'organisation à procéder à l'achat de produits et services présentant le plus faible impact écologique et l'impact économique et social le plus positif. Le guide invite aussi à se demander si chaque achat est utile et nécessaire, et encourage une moindre consommation de produits, ce qui est la meilleure option pour l'environnement. Ce guide explique comment procéder pas à pas lorsqu'on veut faire passer son organisation ou son entreprise à des achats durables.

La ville de Liège passe au vert !

La ville de Liège s'est engagée en faveur d'achats plus durables, suite à une réunion avec les partenaires de la campagne #vêtementsclean.

En septembre 2018, la ville de Liège a adopté une motion visant à orienter les marchés publics de fourniture de vêtements de travail vers des achats durables. La motion a été approuvée à l'unanimité par le conseil communal. Le cas de Liège montre l'importance des gouvernements locaux pour réaliser ce changement : la ville consacre annuellement un montant de 350.000 euros uniquement à l'achat de vêtements de travail pour son personnel. Ce n'est pas rien, on peut donc bien parler d'un levier de changement.

Leurs arguments étaient divers et nombreux : la contribution à la réalisation de l'Agenda 2030 et plus spécifiquement la volonté d'adopter des modes de consommation et de production durables, les conditions de travail inacceptables dans le secteur du textile dans le monde, la loi sur les achats publics qui impose l'obligation de prendre sa responsabilité comme pouvoir public, le fait que le marché offre désormais des alternatives durables et le soutien social pour cette politique de durabilité sociale et écologique.

L'organisation sociale 'Familiehulp' a aussi changé sa politique d'achats !

Familiehulp se décrit comme une organisation axée sur les valeurs humaines et sociales. Cela signifie qu'elle se sent responsable non seulement envers ses 12.700 employé-es, mais aussi envers la société au sens large. 'De bonnes conditions de travail sont garanties pour nos collaborateurs, nous pensons qu'il est logique de penser aux conditions de travail des ouvrières qui fabriquent nos vêtements'. En 2018, Familiehulp a donc traduit son engagement social en s'engageant à acheter des #vêtementsclean. Comme baptême du feu, ce sont les maillots de sport des membres du personnel qui ont fait l'objet d'un marché axé sur la durabilité. Outre l'achat en tant que tel, cela a également permis de sensibiliser les collaborateurs à l'importance des vêtements 'propres'.

Chez Familiehulp, les achats de vêtements durables font partie d'une politique plus large d'achats et d'appels d'offres qui va dans ce sens-là. Les fournisseurs ayant une politique sociale et environnementale active sont privilégiés et des exigences et des garanties solides sont également demandées. En outre, il est toujours vérifié si une réparation est possible avant de procéder à un remplacement.



L'ACV-CSC S'ENGAGE AVEC SES PARTENAIRES POUR UNE TRANSITION JUSTE !

Une transition juste, une histoire positive

Les intérêts des travailleur·euses doivent être reconnus en liant une politique sociale de grande envergure à la transition vers une économie neutre en carbone. Si les travailleur·euses des secteurs concernés ont la possibilité de se développer dans des emplois verts et dignes, cela pourrait se traduire par une augmentation nette de 18 millions d'emplois d'ici 2030, selon l'OIT. De plus, une transition socialement juste est nécessaire pour susciter le soutien de la population à une politique climatique ambitieuse qui change la donne. Sans ce soutien, ni la société civile, ni le gouvernement, ni les entreprises ne pourront la réaliser.

Quel est le rôle des syndicats dans ce domaine ?

Les pays les moins responsables du changement climatique sont les plus touchés. C'est aussi, bien sûr, parce que ces pays disposent de moins de ressources pour s'en protéger. Comment parvenir à une transition juste dans ces pays ? Cette question était au centre d'un séminaire international : **'Une transition juste pour une société socialement et écologiquement durable pour tous'**. Le séminaire a été organisé à Cotonou (Bénin) en août 2018 par la CSI-Afrique et l'ACV-CSC, en collaboration avec WSM, le syndicat libéral belge ACLVB-CGSLB et l'ELA.

46 représentants syndicaux de 41 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe y ont participé, dont les partenaires syndicaux de WSM et de l'ACV-CSC. Avec des experts internationaux (issus de l'OIT et de la Confédération syndicale internationale - CSI), ils ont échangé des connaissances et des expériences sur le rôle que les syndicats peuvent et doivent jouer pour parvenir à une transition juste.

Une société civile solide est nécessaire

Les participants ont conclu en force le séminaire en signant une 'Déclaration sur une transition juste'⁴, adressée aux syndicats, aux gouvernements et aux entreprises.

Au fil des recommandations, la Déclaration fait référence à la nécessité d'une coopération accrue entre les acteurs de la société civile : syndicats, autres mouvements sociaux et instituts de recherche.

La transition exige de nouvelles façons de penser et d'agir, et les mouvements sociaux peuvent se lancer des défis pour y parvenir. Nous devons rechercher des acteurs innovants qui veulent s'engager hors des sentiers battus.

Grâce à la coopération avec différents acteurs, la société civile peut élargir sa vision de la transition durable et peser davantage dans le dialogue avec les gouvernements et les entreprises. Ce dialogue est nécessaire pour assurer une prise de décisions participative, condition essentielle dans les processus de transition.

Le **dialogue social** reste un processus essentiel à cet effet. Bert De Wel, de la CSI, a déclaré à juste titre lors du séminaire que ce dialogue devrait également inclure d'autres partenaires et parties prenantes afin de créer un consensus suffisant dans la société pour réaliser les différentes mesures politiques pour une transition juste.

Nous pouvons conclure que les syndicats et autres mouvements sociaux jouent un rôle clé dans la garantie d'une transition socialement juste vers une économie neutre en carbone. Une vision commune et une voix forte d'une société civile unie et visionnaire sont nécessaires.

La transition juste représente une opportunité unique pour édifier un nouveau modèle économique durable et démocratique.

⁴ www.wsm.be/actu/benin-declaration-pour-la-participation-des-travailleurs-dans-le-transition-juste.html



LA MUTUALITÉ CHRÉTIENNE DE BELGIQUE

Il est grand temps d'élargir notre vision de la santé et des soins de santé. Notre cadre de vie est menacé par le dérèglement climatique et la perte de la biodiversité. Dans le même temps, les différences en termes d'accès à la santé entre les riches et les pauvres s'accroissent. Ces défis montrent qu'il est nécessaire d'adopter une approche différente afin de parvenir à des solutions durables, soutenables et intégrales.

Le concept de santé positive peut jouer un rôle important à cet égard. Elle renvoie à une vision large de la santé et du bien-être, dans laquelle l'accent n'est pas mis sur la maladie mais sur les personnes. La santé n'est pas quelque chose de statique que l'on a ou que l'on n'a pas ; elle doit plutôt être considérée comme la capacité dynamique des gens à contrôler leur propre bien-être et à s'adapter.

La Mutualité ne veut plus seulement s'appuyer sur un système de réparation mais aussi sur la force des personnes qui peuvent contribuer à 'prévenir' les risques

Cette nouvelle vision de la santé signifie également que les organisations sociales et les décideurs politiques doivent penser différemment en matière de soins et de prévention. On peut y distinguer six dimensions : (1) les fonctions corporelles ; (2) le fonctionnement quotidien ; (3) la qualité de vie ; (4) la participation sociale ; (5) le sens ; et (6) le bien-être mental.

Cette approche holistique, qui prend également en compte l'impact de l'environnement social et physique, transcende l'individualisme. Le modèle de santé positif fait également du changement climatique un thème important : la chaleur entraîne des arythmies cardiaques, les conditions météorologiques extrêmes provoquent l'insécurité alimentaire, l'ozone provoque des crises cardiaques et les particules fines constituent des tueurs silencieux qui font plus de victimes que le sida et la malaria réunis. Plus que le simple changement climatique, notre environnement physique mondialisé a un impact majeur sur notre bien-être (par exemple, le manque de sommeil dû à la pollution sonore). Si l'on ne tient compte que de la maladie d'une seule personne, ce contexte plus large reste invisible.

Gérer la santé et plus seulement la maladie !

Ces dernières années, la Mutualité Chrétienne s'est de plus en plus profilée comme une organisation liée à la gestion de la santé plutôt qu'à celle des maladies uniquement. La Mutualité a développé le modèle de 'Santé positive' comme une structure à trois niveaux où l'on prête attention à l'individu, à l'environnement et à la décision politique.

Tout d'abord, il y a le **niveau micro** ou l'individu. Cela comprend le style de vie personnel mais aussi les compétences qui permettent à un individu de faire face aux défis quotidiens de la vie.

L'individu interagit également avec le **niveau méso**. Il s'agit de l'environnement physique et des domaines ou cadres de vie dans lesquels les gens vivent, se déplacent constamment, comme la famille, le travail, l'école... et qui ont donc un impact sur leur santé.

Enfin, au **niveau macro**, il y a le cadre réglementaire. La Mutualité s'y engage également en faisant pression sur les décideurs politiques (dans le domaine de la santé au sens large). Pour ce faire, elle s'appuie sur sa solide base sociale, qui fait de l'organisation un partenaire crédible et à part entière vis-à-vis des gouvernements au niveau local, régional et fédéral.

S'appuyant sur l'idée de 'Santé positive', l'organisation soutient et guide ses membres sur ces trois niveaux. Aux niveaux micro et méso, la Mutualité, en tant que mouvement social, est pleinement engagée dans la promotion de la santé et l'éducation à la santé ('health literacy' dans le jargon) de leurs membres. En proposant aux affilié-es plus de connaissances sur la santé, en leur fournissant des compétences et des perspectives d'action, elle leur permet d'acquérir un meilleur contrôle sur leur santé. En outre, la Mutualité s'engage également à promouvoir la participation de ses membres en leur permettant de participer à la réflexion politique sur les solutions et en les impliquant dans le développement d'actions qui favorisent leur propre santé et celle des autres membres de la société. En bref : la Mutualité ne veut plus seulement s'appuyer sur un système de réparation mais aussi sur la force des personnes qui peuvent contribuer à 'prévenir' les risques.

Une action collective

En plus de cette approche proactive, la Mutualité préconise au niveau macro que tous les domaines politiques puissent être analysés au regard de leur impact sur la santé (par exemple l'environnement et le climat, l'aménagement du territoire, l'éducation, l'emploi, le logement, la mobilité, etc). Cette approche s'inscrit dans le sillage des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appelées 'Health in all policies'.

La Mutualité est bien consciente qu'elle ne peut pas réaliser cette vaste approche toute seule. Elle

a besoin d'un large réseau de partenaires, qui apportent chacun leur expertise. En Belgique, il existe une concertation permanente avec d'autres mouvements sociaux, décideurs politiques, universitaires, hôpitaux, entreprises... Au niveau international, la Mutualité est impliquée au sein du 'réseau sur le droit à la protection sociale' (coordonné par WSM), dans lequel une centaine de mouvements sociaux répartis dans 24 pays unissent leurs forces. Ensemble, ils luttent pour le droit fondamental à la protection sociale ; car investir dans la protection sociale, c'est investir dans ce qui nous est cher : notre bien-être.

SANTÉ POSITIVE

- Prendre soin de soi
- Connaître ses limites
- Avoir des connaissances en matière de santé
- Gérer son temps
- Gérer son argent
- Pouvoir travailler
- Pouvoir demander de l'aide



FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN

- Avoir des contacts sociaux
- Être pris au sérieux
- Faire des choses agréables ensemble
- Recevoir un soutien d'autrui
- Faire partie d'un groupe
- Faire des choses utiles
- S'intéresser à la société

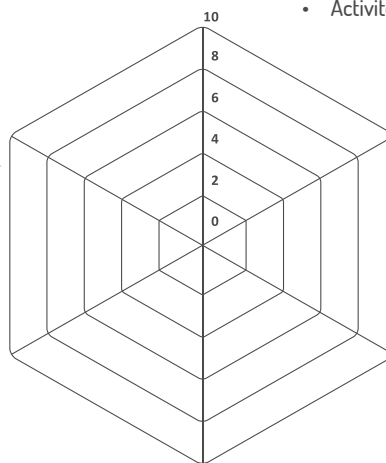


PARTICIPATION



FONCTIONS PHYSIQUES

- Se sentir en bonne santé
- Être en forme
- Plaintes et douleurs
- Sommeil
- Manger
- Condition physique
- Activité physique



BIEN-ÊTRE MENTAL

- Mémoriser
- Se concentrer
- Communiquer
- Être joyeux
- S'accepter
- Gérer les changements
- Sentiment de contrôle



SENS

- Sentiment d'utilité
- Envie de vivre
- Vouloir atteindre des idéaux
- Avoir confiance
- Accepter la vie comme elle est
- Gratitude
- Envie d'apprendre

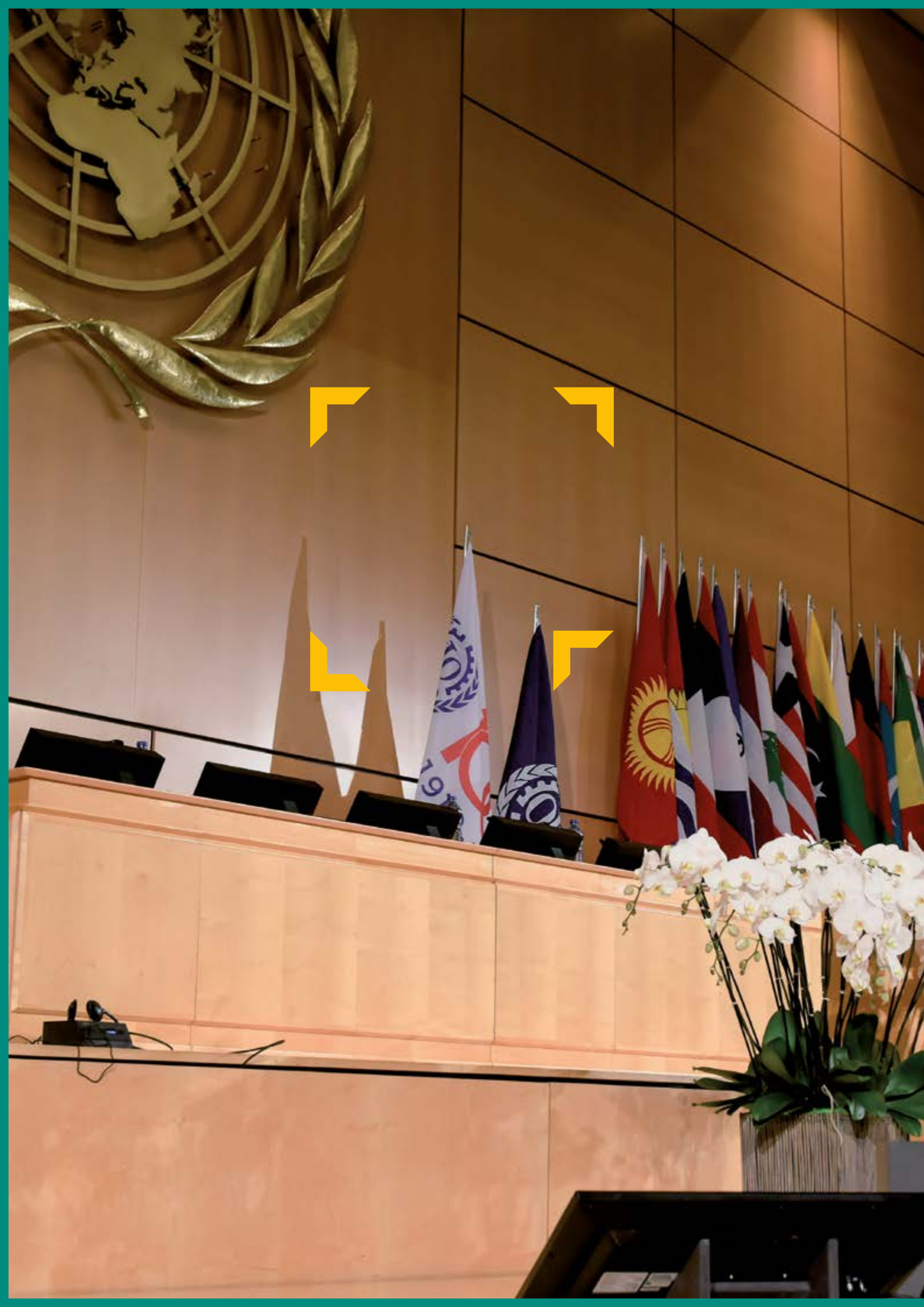


QUALITE DE VIE

- Profiter
- Être heureux
- Être bien dans sa peau
- Se sentir en équilibre
- Se sentir en sécurité
- Se loger/ habitat
- Boucler son budget

www.masantepositive.be

©Gespreksinstrument IPH – versie 1.0 – oktober 2016



NATIONS UNIES

L'OIT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En Chine, on lutte contre la déforestation sans oublier les travailleur·euses du secteur

Pour l'OIT, la lutte contre le changement climatique peut créer de nouveaux secteurs verts dans nos économies. Il appartient à chaque État de soutenir activement ces secteurs émergents afin de mettre au travail les populations. C'est pourquoi l'OIT s'attelle à la création de fonds et de politiques visant à prêter assistance aux populations dans leur reconversion vers une transition plus juste et durable.

L'OIT s'attelle déjà avec succès à traduire en pratique ses intentions. C'est le cas notamment en Chine, où un programme permet de lutter contre le changement climatique tout en offrant des alternatives durables aux populations en matière d'accès à l'emploi.

Près d'un million de travailleurs d'entreprises étatiques de déforestation y ont perdu leur emploi du fait de l'effort écologique de la Chine, qui a décidé d'une restriction de la déforestation afin de lutter contre l'érosion et les inondations, coupables de milliers de morts dans les bassins des fleuves Jaune et Yang Tsé. Grâce à ce programme, ces travailleurs ont reçu en retour une aide à la formation professionnelle et au remplacement.

Cette politique écologiste a également affecté les moyens de subsistance de 250 millions de Chinois, résidents des zones rurales. Ils ont donc bénéficié de transferts en espèces pour la réalisation d'activités de conservation forestière, alternatives à la déforestation. Ce programme a déjà permis, outre la protection des forêts existantes, le reboisement de 27 millions d'hectares par les populations elles-mêmes, ce qui, peu à peu, redonne à la forêt son rôle de 'piège à carbone', si utile à la subsistance de la Terre.

Néanmoins, l'OIT est consciente que tous les emplois ne pourront être remplacés. Ainsi, ce type de programme propose un accès renforcé à la protection sociale, instrument par excellence pour

lutter contre les inégalités et la pauvreté. L'État chinois a pu ainsi proposer des assurances chômage permettant aux populations de rebondir, mais aussi des prestations de sécurité sociale. En quatre ans, deux tiers des travailleurs licenciés ont retrouvé un autre emploi ou ont pu bénéficier d'un départ à la retraite dans des conditions décentes⁵.

La population mondiale se trouve désormais à un tournant qu'il convient de bien négocier si nous espérons éviter le pire. Les travailleurs, les syndicats et les organisations internationales ont toutes les cartes en main pour appréhender au mieux les défis qui nous attendent. Oui, il

L'OIT ET LA TRANSITION VERTE

L'OIT a adopté en novembre 2015 ses 'Principes directeurs pour une transition juste', afin de promouvoir le passage à des économies et des sociétés plus écologiques, tout en protégeant les populations au cours de la transition. La protection sociale a été pointée comme un 'instrument indispensable en vue de répondre aux impacts et défis environnementaux de la transition, pour parer aux éventuelles conséquences négatives, en particulier pour les travailleurs largement dépendant des ressources naturelles ou qui font face à des transformations structurelles de grande ampleur'.

Plus d'informations sur www.ilo.org/global/topics/green-jobs/news/WCMS_423457/lang--fr/index.htm

5 < Protection sociale et changement climatique. Comment progressent les efforts de conservation des travailleurs et des résidents ruraux chinois ? >, BIT, département de la protection sociale. Note complète sur : <https://www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=55022>

est possible de faire face conjointement aux crises écologiques et sociales qui secouent la planète, mais pour cela, il faut oser le développement de solutions innovantes mêlant emplois verts, transition juste et systèmes de protection sociale efficaces.

Il y a cependant un grand piège à éviter. Il convient en effet de ne pas retomber dans la logique productiviste et gourmande en ressources naturelles qui continue à préconiser la croissance sans regarder les limites de notre planète. Pour cela, on pourrait bien se poser la question si l'OIT elle-même ne devrait pas abandonner le paradigme de la croissance et s'orienter davantage vers le

paradigme du développement durable, dans le sens d'une production économique au service du bien-être de la société, tout en respectant les ressources de notre planète. Notre modèle économique actuel reste centré sur la croissance, qui entend produire et consommer au même rythme qu'avant. Si nous voulons progresser vers des modèles de production et de consommation plus durables, il est temps de se poser des questions. Prenons l'exemple du secteur automobile et de sa nécessaire reconversion. Fabriquer des voitures électriques est-il le modèle qui permettra de favoriser un véritable changement de cap ? Cette production de masse, vue comme créatrice d' 'emplois verts', est une façon de déplacer

CATASTROPHES CLIMATIQUES ET RÉSILIENCE DES POPULATIONS

L'OIT n'oublie pas qu'il faut aussi pouvoir venir en aide aux populations affectées par les catastrophes engendrées par le changement climatique. Pour cela, l'organisation internationale soutient également des programmes favorisant la création d'emplois décents et la mise en place de systèmes de protection sociale dans différents pays du globe, afin d'augmenter la résistance des populations face à ces phénomènes bien souvent dévastateurs pour leurs milieux de vie.

Ainsi, le programme ' DILEEP ' (mis en place par l'État mais soutenu financièrement par des

donateurs extérieurs comme l'OIT) a permis aux Philippines de se relever après le passage du typhon Haiyan en 2013. Ce pays asiatique compte parmi les plus vulnérables au monde aux catastrophes climatiques : en moyenne, 20 typhons le frappent chaque année. Couplé au fait que ce pays abrite des inégalités et des écarts de richesses importants, le défi n'en est que plus grand. D'où l'importance d'anticiper ces chocs, comme le préconise l'OIT via ce type de programme d'appui.

Lorsque le typhon a touché le pays, 7000 personnes ont perdu la vie et près de 5,9 millions de travailleurs ont été affectés. Le 'DILEEP' a permis la création d'emplois d'urgence, notamment destinés aux personnes les

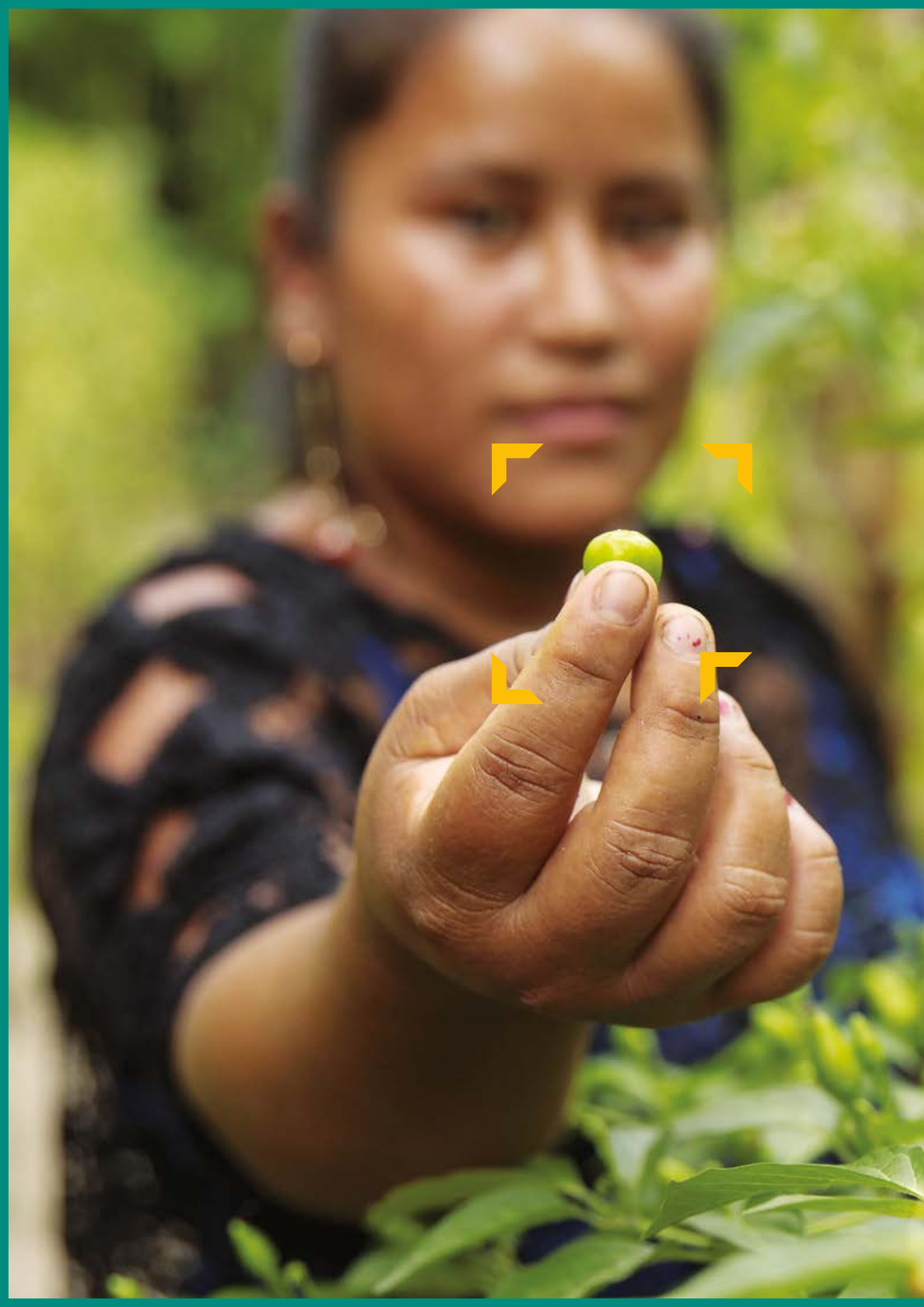
1 « Protection sociale et changement climatique. Comment les secours d'urgence et une protection durable ont-ils été conjugués après le passage du typhon Haiyan aux Philippines ? », BIT, département de la protection sociale. Note complète à télécharger sur www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=54040

le problème de la surproduction vers un autre secteur, alors qu'il faudrait plutôt privilégier des activités moins prédatrices en ressources naturelles, comme nous le montre l'exemple de la reforestation en Chine.

plus vulnérables, comme les travailleurs de l'économie informelle. Ainsi, les populations ont pu s'atteler au nettoyage et la réparation des infrastructures et des bâtiments publics, au déblayage des canaux et au ramassage ainsi qu'au tri des débris. Elles ont ainsi pu participer à la reconstruction de leurs communautés tout en bénéficiant d'un salaire décent. Bien que temporaires, ces revenus ont permis à 45 % des bénéficiaires de créer leur propre emploi durable et de tirer des bénéfices de leur entreprise, grâce notamment à une composante formative incluse dans le programme, qui les encourage à utiliser les ressources et les matières premières disponibles localement. Le ' DILEEP ' prévoyait également un accès facilité au crédit.

Le programme a fourni également une protection sociale immédiate aux travailleurs vulnérables, aux chômeurs, aux déplacés et aux survivants. Des assurances maladie, des assurances contre les accidents, et une assistance en matière de sécurité et santé au travail ont été proposées aux personnes. Rien de temporaire dans ce cas-ci, car ces assurances visent à accompagner durablement les citoyens tout au long de leur vie. Le programme joue aussi le rôle d'éveilleur de conscience pour des populations habituellement peu sensibilisées à l'exercice de leur droit à la protection sociale, qui apprennent ainsi qu'elles peuvent accéder à ces mesures.





AMÉRIQUE LATINE

EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, LES FEMMES SE LANCENT DANS L'AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE

En République dominicaine, La Confederacion Nacional De Mujeres De Campo (CONAMUCA, organisation partenaire de WSM) soutien plus de 8000 femmes de communautés paysannes afin qu'elles puissent développer en toute autonomie des projets agricoles, d'élevage et commerciaux tout en mettant au centre de leur action la transition écologie et la souveraineté alimentaire.

Il faut plus d'une heure de route pour rejoindre la localité de Monte Plata depuis Santo Domingo, la capitale. Au fond d'une piste de terre cabossée, Beata Vidal nous accueille dans son conuco⁶. Avec sa famille, elle y cultive du manioc, des bananes et des agrumes sur une superficie de quelques ares. Les arbres se dressent fièrement et exposent les fruits prêts à être cueillis, gonflés par le climat tropical favorable des Caraïbes. Beata dispose également d'un petit élevage de cochons, de vaches et de poules qui gambadent en toute liberté dans l'exploitation. Elle nous fait également visiter sa dernière initiative en date : une coopérative de fromages, qu'elle vend sur les marchés locaux. Les employés, voisins et cousins, s'affairent, car ils préparent une commande de 20 fromages qui doivent être distribués le jour même. Beata n'est pas la seule à afficher une telle réussite. Dans son village, ce sont 44 femmes, toutes soutenues par CONAMUCA, qui ont lancé ces initiatives, assurant toutes un respect optimal de l'environnement.

'CONAMUCA ne propose pas d'appui financier, mais plutôt une large formation qui va permettre aux femmes d'être actrices de leur destin', nous explique Juana Merced, présidente de l'organisation. Les femmes peuvent en effet se former gratuitement en suivant un cycle éducatif au centre de formation 'Mama Tingó', située dans les faubourgs de la capitale.

Changer de paradigme, une nécessité

Même si les femmes viennent y chercher des conseils pour apprendre à gérer leur mini-entreprise et à bénéficier de microcrédits, c'est bien l'agroécologie qui est au centre du dispositif pédagogique. La formation prône également un modèle en accord avec la souveraineté alimentaire, qui permettrait aux agriculteur·trices de vivre de la production, de la consommation et de la vente de leurs fruits et légumes. Actuellement, l'État importe massivement des aliments de l'étranger et les paysan·nes doivent bien trop souvent jeter les nombreux invendus.

nous voulons vivre en harmonie avec la nature, comme le faisaient nos grands-parents auparavant

La formation propose des modules permettant d'apprendre à maîtriser des techniques agricoles respectueuses de l'environnement, mais aussi d'autres davantage théoriques visant à enclencher une prise de conscience intégrale sur la transition écologique. 'Nous

voulons cultiver des aliments biologiques, sans pesticides. Il est hors de question de polluer nos terres et de gaspiller les réserves d'eaux', tempête Yolanda, jeune paysanne ayant récemment terminé le programme de formation. 'Nous avons vu ce que les méga-exploitations de canne à sucre ont provoqué comme dégâts. Les sols ont été appauvris et les rivières se sont asséchées. Nous voulons un changement de paradigme, qui nous réconcilie avec l'environnement. Nous voulons vivre en harmonie avec la nature, comme le faisaient nos grands-parents auparavant', continue-t-elle.

C'est peu dire que la conscience écologique est déjà bien présente au sein des 227 associations locales et ses 8000 femmes agricultrices que représente CONAMUCA. Si les effets du changement climatique se font durement ressentir dans le

6 Lopin de terre où les paysan·nes s'adonnent aux activités agricoles et d'élevage.

pays, notamment par des sécheresses, cyclones et inondations chaque année plus exacerbés, ce sont bien les multinationales qui sont pointées du doigt. Outre l'industrie sucrière, les industries extractives aurifères occupent l'espace depuis les années 60 et la chute de la dictature de Trujillo, polluant sans aucun état d'âme. L'appétit de l'or a conduit à une catastrophe écologique, avec des rivières et des sols contaminés par des déchets toxiques, une déforestation massive et des sources d'eau accaparées par ces acteurs, insatiables lorsqu'il s'agit d'extraire le métal précieux. L'idée de créer une école offrant une formation en agroécologie a germé dans l'esprit de ces paysannes, qui en avaient assez de voir leur milieu naturel se détériorer et de se sentir impuissantes face à ce désastre.

Lutte contre Monsanto

Ces femmes ne se contentent pas de mener la lutte écologique au niveau de leur exploitation. Elles se mobilisent aussi politiquement pour s'assurer que leur pays entre dans la voie de la transition. En 2017, le parlement dominicain a voulu approuver une loi

obligeant toute exploitation agricole à utiliser des semences de la firme Monsanto. 'Le problème, c'est que leur utilisation obligerait les paysan·nes à utiliser des pesticides qui détruiraient leurs cultures', nous explique Alexis Roman Javier, coordinateur WSM en République dominicaine. Cette loi aurait également criminalisé l'usage ancestral des 'banques' de graines gérées par les paysan·nes et qui leur permettent de ressemer d'une année à l'autre.

CONAMUCA et ses 8000 affiliées se sont coalisées au sein d'une plateforme de la société civile afin d'exiger le retrait du projet législatif. Et avec succès ! Face à la fronde, le gouvernement a gelé la réforme et n'est pas près de la ressortir des cartons.

'Nous avons gagné cette bataille, mais nous continuons à nous mobiliser', nous assure Lidia Ferrer, militante de l'organisation. 'Jusqu'à maintenant, 95 femmes ont pu être formées à l'agroécologie au sein de notre école. Chacune a le devoir de diffuser son savoir au sein de sa communauté, d'organiser des ateliers, de soutenir les paysan·nes dans cette voie-là. Nous voyons cette formation comme une nouvelle façon de vivre et de lutter contre le néolibéralisme'.



ÉMANCIPATION DES FEMMES

La formation en agroécologie ne fait pas l'impasse sur la question de l'égalité homme-femme, dans ce pays miné par le machisme et où le taux de féminicide est parmi les plus élevés au monde.

'Il est essentiel que les femmes prennent conscience qu'elles sont capables d'être autonomes et de lancer leur activité économique', souligne Beata Vidal. Les hommes du village n'ont pas tout de suite accepté la volonté des femmes de s'émanciper.

'Au début, ils n'étaient pas très contents qu'on revienne des formations de CONAMUCA avec des projets plein la tête. Ils préféraient qu'on reste à la maison, à garder les enfants et à faire à manger. Mais petit à petit, en nous soutenant les unes les autres, ils ont dû l'accepter car nous ne leur avons pas laissé le choix ! Maintenant, ils participent avec nous aux activités et ont intégré notre discours ambitieux. Ils acceptent notre autonomie et reconnaissent que nous sommes très fortes lorsqu'il s'agit de négocier. Avant, je m'occupais juste de l'exploitation. Désormais, je suis pleinement impliquée dans la prise de décision. C'est moi qui choisis le prix auquel on vend les cochons !'

A SAN MARCOS (GUATEMALA), LES JEUNES AUX COMMANDES POUR UNE TRANSITION JUSTE

Au Guatemala, le ‘Movimiento de Trabajadores Campesinos’ (MTC – Mouvement des travailleur·euses paysan·nes) est solidement implanté dans 11 localités au sein du département de San Marcos, à la frontière sud-ouest que le pays partage avec le Mexique.

Organisé en différentes assemblées consultatives et délibératives, le MTC a initié en 2016 un programme d'éducation populaire centré sur la transition écologique à partir de son ‘Conseil des Jeunes’.

‘Les nécessités surgissent au grès du contexte qui nous entoure’, nous explique Justo Jimenez, responsable au sein de l'équipe de direction, lorsqu'il évoque l'émergence de cette ligne de travail qui a pris une importance considérable au sein de l'organisation, poussée par des jeunes motivés par le désir de contribuer à lutter contre le changement climatique.

Cette région du Guatemala est en effet impactée fortement par les effets du changement climatique. Les sources d'eau tendent à se tarir et les périodes de sécheresse se font plus aigües. De plus, la région est frappée par une déforestation intense qui exacerbe les phénomènes d'érosion. Enfin, des entreprises extractives contaminent les rivières avec des produits toxiques, tandis que les projets de barrages hydroélectriques se multiplient, faisant peser un grave risque sur la biodiversité de la zone. Un constat alarmant qui a poussé ces jeunes à se mobiliser.

Appliquant la méthodologie chère à l'homme d'Église belge Joseph Cardijn du ‘Voir, Juger, Agir’, un noyau d'une dizaine de jeunes a d'abord commencé à s'informer autour de la thématique de la transition écologique et durable. ‘Les participants se sont formés au sein de notre école politique et puis ont commencé à organiser des ateliers internes, afin de mieux saisir toutes les subtilités de cette thématique, qui s'avère très complexe lorsqu'on commence à la creuser. Nous avons même eu quelques jeunes qui ont reçu des bourses d'études de la coopération internationale afin de se former à l'étranger’, se réjouit Justo Jimenez.

Campagnes de sensibilisation pour ramasser les ordures

Solidement formés, les jeunes ont ensuite commencé à réfléchir ensemble à ce qu'ils pouvaient faire concrètement, à leur échelle, pour lutter contre le changement climatique. ‘La première

chose qui nous est venue à l'esprit, c'est que nous devions conscientiser tout un chacun à l'importance de la gestion des déchets’, nous explique l'un de initiateurs du projet. ‘Cela peut paraître anodin, mais nous sommes persuadés qu'il faut avant tout que les citoyens comprennent qu'ils peuvent eux-mêmes contribuer à un environnement propre.’ Le groupe a ainsi commencé à arpenter les villages du département afin de sensibiliser la population. ‘Nous devions tout reprendre depuis le début. Il fallait expliquer pourquoi il était nocif de jeter ses poubelles dans les cours d'eau. Heureusement, le message est bien passé et on peut désormais dire que les personnes touchées comprennent cet enjeu. Pour cela, nous organisons régulièrement des campagnes de ramassage des déchets dans les communautés’.

Capitalisant sur ce premier succès, le ‘Conseil des Jeunes’ a ensuite commencé à multiplier la création de groupes d'action similaires au sein des localités. ‘Nous avons trouvé très rapidement d'autres jeunes enthousiastes qui voulaient nous rejoindre afin de se faire le relais de ces messages’.



Ré-apprendre la culture de plantes médicinales

Cette phase d'éveil est considérée comme un point de départ à l'action. C'est ainsi que les différents groupes locaux, fortement structurés et décidant collégialement des actions à mener, ont décidé de proposer, en concertation avec les citoyens, des ateliers participatifs visant à semer des plantes médicinales. 'Il est important de récupérer nos savoirs ancestraux et de réapprendre à nous soigner naturellement, sans faire appel à l'industrie pharmaceutique qui, en plus de nous vendre des médicaments à un prix exorbitant, produit de nombreux déchets qui finissent irrémédiablement dans la nature', s'exclame Justo Jimenez.

C'est ainsi que des dizaines de citoyens entreprennent de semer ces plantes dans les lopins de terre disponibles, avec comme objectif qu'elles servent à ceux qui désirent les cueillir. Cette initiative constitue également un moyen d'interpeller plus largement sur les dégâts écologiques provoqués par certains acteurs. 'Par ces actions, nous avons petit à petit commencé aussi à conscientiser les habitants que le modèle de surconsommation prôné par les multinationales n'apporte pas des progrès durables pour les populations. Ceci nous a permis d'introduire plus concrètement l'importance de la mobilisation politique contre les projets extractifs qui se multiplient dans la région'.

Un festival environnemental militant

En effet, les mines d'or et d'argent pullulent, avec toute la contamination des sols et des eaux qu'elles entraînent dans leur sillage. Fortes de cette prise de conscience, les populations commencent à agir contre ces entreprises, en organisant une résistance active et en bloquant les activités industrielles lorsqu'un cas de pollution est constaté. Coupables d'un déboisement intensif de certaines zones, les industries extractives sont pointées du doigt par la population, mécontente de voir ces zones naturelles détruites. En réponse, le MTC a décidé d'organiser de nouveaux groupes d'action qui se focalisent sur le reboisement massif de zones déboisées. Par dizaines, les citoyens se mettent à l'ouvrage et apportent leur pierre à l'édifice dans la lutte contre les dégâts environnementaux.

Depuis deux ans, au mois de décembre, un festival de 'défense de la terre-mère et des droits environnementaux' est organisé par le MTC, à San Marcos. Cet événement, qui rassemble quelques centaines de personnes, a été pensé afin de 'rassembler les énergies et montrer qu'il existe une masse critique de personnes dans notre région en

faveur d'une transition juste et écologique', argumente Justo Jimenez. Outre des concerts, des ateliers de sensibilisation sont dispensés et permettent aux différents groupes d'action de recruter davantage de volontaires pour mener à bien leurs missions citoyennes. Cet événement véhicule clairement un message dirigé vers les autorités politiques locales, jugées coupables de favoriser l'implantation de mégaprojets nocifs pour l'environnement.

Pour le MTC, il existe de nombreuses lois nationales découlant directement de traités internationaux qui obligent les entreprises et l'État à protéger l'environnement. Malgré cela, leur respect reste très compliqué sur le terrain des opérations. 'Nous avons donc décidé de plutôt nous focaliser sur le changement au niveau local. Nous avons désormais noué des liens avec d'autres organisations locales de sauvegarde de la biodiversité, avec qui nous menons nos activités de sensibilisation et de pression politique. Nous espérons bien évidemment que cette dynamique régionale fera des petits et que bientôt, d'autres régions embrayeront à leur tour !', conclut Justo Jimenez. Mais un grave danger guette le MTC et ses militants. Des multinationales présentes sur le territoire régional, mécontentes des actions impactant directement leurs activités commerciales, ont entrepris, avec la complicité des autorités étatiques, de criminaliser à tout prix la contestation sociale. Sont visés, en premier lieu, les défenseurs de l'environnement, qui sont délégitimés par des campagnes publiques de dénigrement, mais aussi menacés, voire assassinés. Face à cela, le MTC outille et forme ces militants, afin qu'ils apprennent à faire face à ces menaces, pacifiquement.



DANS L'ALTIPLANO, ON CAPTE LE SOLEIL POUR CUISINER

En Bolivie, le SENTEC⁷, partenaire de WSM, promeut l'utilisation de l'énergie solaire dans la région d'Oruro, dans l'Ouest du pays. Active depuis plus de 30 ans dans la formation à des métiers techniques, l'organisation s'attelle désormais à proposer des ateliers à des jeunes afin de leur apprendre à fabriquer des objets de la vie quotidienne fonctionnant grâce à cette énergie propre. Avec le SENTEC, le travail décent et la protection de l'environnement vont de pair.

Pour Miguel Terán, directeur du SENTEC, l'évidence est apparue lorsqu'il a découvert le plan du niveau de radiation solaire⁸ de la Bolivie, réalisé par les Nations unies. 'La région d'Oruro est une des zones qui bénéficie du plus d'ensoleillement au monde. Nous avons 330 jours de soleil par an, avec peu de nuages venant le cacher. Chaque mètre carré de territoire reçoit une énergie équivalente à la consommation quotidienne d'une douche électrique ou de 60 lampes de 100 watts. C'est exceptionnel', s'enthousiasme-t-il. Il commence alors à se renseigner sur les rayons solaires et les façons de les capter pour les transformer en énergie.

'Je me suis surtout rendu compte que rien ne se faisait dans mon pays pour profiter de cette ressource, qui est pourtant gratuite et surtout renouvelable. C'est d'autant plus invraisemblable que nous sommes un des pays les plus vulnérables au changement climatique : les sécheresses inexplicables se multiplient, les glaciers fondent, et les tempêtes glaciales balaient de plus en plus notre territoire', ajoute-t-il.

Miguel Terán s'est donc mis en tête d'apporter sa pierre à l'édifice pour lutter contre le changement climatique, tout en offrant de nouvelles possibilités de sortir de la pauvreté aux populations les plus précaires. 'Nous avons donc créé et développé dans nos ateliers, grâce à un spécialiste que nous avons engagé pour accompagner nos stagiaires, des objets de la vie quotidienne qui fonctionnent grâce au soleil', dit-il avec fierté. C'est ainsi qu'ont été créés des radios, des cuisinières, des séchoirs à aliments (permettant une meilleure conservation), des purificateurs d'eau et des chauffe-eau. Toute une panoplie d'objets qui ont tous une utilité majeure dans cette zone reculée de la Bolivie.

On se forme, bébés en écharpe

Mais le SENTEC a voulu voir plus grand et former davantage de personnes, et ainsi favoriser le travail décent. 'Nous avons pris contact avec des écoles secondaires et des écoles techniques afin de leur proposer de former leurs élèves'. Trois ans après le début de cette aventure, et grâce à un financement de WSM, plus de 1000 jeunes ont acquis les techniques de fabrication leur permettant de construire eux-mêmes tous ces objets. 'Nous proposons un cycle complet leur permettant de comprendre tout d'abord comment fonctionne l'énergie solaire, puis de suivre des ateliers pratiques donnés à l'extérieur, où nous fabriquons ensemble ces objets'. Un grand enthousiasme anime les participants. 'Nous avons même beaucoup de jeunes filles, qui viennent avec leur bébé en écharpe pour apprendre ces techniques. C'est une dimension primordiale pour nous qu'elles puissent aussi participer à cette dynamique'. Outillés, ils

sont désormais prêts à fabriquer ces objets pour leurs familles et communautés. Les élèves ressortent également de ces ateliers conscients que l'énergie solaire peut changer leur vie quotidienne et celle de leurs parents.

En effet, l'utilisation de cette énergie propre et abondante permet d'atteindre l'autosuffisance énergétique pour

des populations habitant des lieux éloignés des villes, dispersés sur les hautes plaines de l'Altiplano, dont sont issus les jeunes étudiants qui suivent ces formations. Elles économisent des ressources non renouvelables, comme le bois, qui peine à repousser sous l'effet du déboisement intensif par les populations. L'énergie solaire permet ainsi la régénération d'espaces verts et de végétation. Les technologies et matériaux utilisés pour fabriquer les objets solaires ont une durée de vie qui dépasse les 10 ans et peuvent être remis en état sans pour autant remplacer toute la machine.

les élèves ressortent également de ces ateliers conscients que l'énergie solaire peut changer leur vie quotidienne et celle de leurs parents

⁷ "Servicio de Enseñanza Técnica y Capacitación" (Service d'Enseignement technique et de Formation)

⁸ Valeur moyenne annuelle de 6,3 KWh/m².

Manque de soutien de l'État

L'utilisation de cette énergie permet d'améliorer aussi la vie quotidienne des populations. Les familles dépensent moins d'argent pour l'acquisition de combustibles fossiles, comme le gaz. Elles ne doivent plus passer des heures à ramasser des ressources énergétiques comme le bois et les excréments, et peuvent ainsi consacrer du temps à d'autres activités. Ce sont surtout les femmes, habituées de ces corvées, qui peuvent s'émanciper davantage grâce à ce précieux temps libéré.

Mais le coût élevé de l'investissement dans le matériel reste un frein à la dissémination de ces objets au sein des familles de ces zones éloignées. 'Il faut des matériaux de qualité pour atteindre de hautes performances énergétiques. La plupart peuvent se trouver sur le marché d'Oruro, mais il faut avoir une mise de départ', regrette Miguel Terán, qui souligne néanmoins que les ateliers que le SENTEC dispense sont gratuits, grâce à l'appui de WSM. Le problème réside surtout dans le manque de soutien de l'État bolivien à ce type d'initiatives. 'Hormis deux champs de panneaux solaires installés par la Bolivie dans le pays, il n'y a aucune aide financière pour aider les familles à installer ces appareils chez elles'. Alors le SENTEC prend régulièrement son bâton de pèlerin et sensibilise la population et les décideurs politiques aux bienfaits de cette énergie propre, en participant à des foires, événements et autres salons publics⁹.

Malgré ce manque de soutien, le SENTEC est persuadé de la puissance transformatrice de son projet. 'Nous donnons des outils à des jeunes qui pourront, à terme, créer une entreprise d'économie sociale et solidaire afin de développer une activité professionnelle respectueuse de l'environnement. La population pourra ainsi sortir de la précarité, tout en travaillant à un avenir plus durable'. L'agenda international et la nécessité d'appliquer l'Accord de Paris sur le climat lui donnent raison. Tout porte à croire que l'avenir bolivien réside dans le développement de cette énergie alternative, à condition de bénéficier d'un soutien conséquent de la part des autorités.

9 Le SENTEC alimente régulièrement sa page Facebook avec des photos et textes sur ces événements : www.facebook.com/sentec.bolivia





CUISINER, SÉCHER, SE LAVER AVEC LE SOLEIL

Les objets fonctionnant à l'énergie solaire créés par le SENTEC ont diverses utilités pour la vie quotidienne des populations. Plusieurs fois par an, les stagiaires s'affairent ainsi à installer des nouveaux appareils, calqués sur les prototypes. Il faut être minutieux et flexible. Il s'agit d'adapter les matériaux en fonction des conditions météorologiques, comme changer l'inclinaison des panneaux solaires si nécessaire.

L'organisation a développé deux types de cuisinières, permettant de faire bouillir de l'eau pour cuire des aliments. SENTEC a également créé un séchoir qui permet de conserver plus

longtemps les aliments, les familles étant le plus souvent privées de frigo. Dans les zones minières qui souffrent de contamination des eaux aux métaux lourds, l'organisation installe des purificateurs d'eau afin de permettre aux familles d'accéder à nouveau à l'eau potable. Dans une école ne disposant pas d'eau chaude, les stagiaires ont élaboré un chauffe-eau pour alimenter les douches communes.

À chaque fois, les objets solaires sont laissés sur place afin qu'ils y trouvent une utilité immédiate pour des familles, des communautés ou des établissements scolaires. Une plus-value sociale directe qui permet d'améliorer le sort des populations tout en innovant.



AFRIQUE

UN RAYON DE SOLEIL POUR LA QUALITÉ DES SOINS : L'ÉNERGIE SOLAIRE RÉVOLUTIONNE LA PRESTATION DES SOINS AU MALI

En Afrique Subsaharienne, près d'un quart des établissements de santé n'ont pas d'électricité. Dans les zones rurales, ce pourcentage est encore plus bas. Pendant longtemps, un manque d'accès fiable à l'électricité a empêché les habitant-es de Ngai (Commune de Fallou) et de Débékouroumba (Commune de Nioro Tougouné), dans le Nord du Mali, d'accéder aux soins dont ils avaient besoin. Désormais, grâce à l'appui de l'Union technique de la Mutualité (UTM), partenaire local de WSM et de la Mutualité Chrétienne de Belgique, l'accès aux énergies renouvelables est en passe de changer la donne. Aucune femme ne devrait accoucher dans l'obscurité. Aucune intervention ne devrait être effectuée à la lumière des bougies. Et aucun enfant ne devrait tomber malade parce que les vaccins ne peuvent pas être réfrigérés.

Le déficit d'énergie dans les centres de santé, un véritable frein à l'offre de santé

Une étude de l'OMS a révélé qu'un établissement de santé sur quatre en Afrique subsaharienne n'avait pas accès à l'électricité, alors que 28% seulement des établissements de santé disposent d'un accès dit fiable (sans interruptions prolongées).

Il est vital pour les habitant-es des zones rurales du pays de disposer de centres de santé fonctionnels, ainsi que d'une alimentation continue en électricité.

Aziz Mariko, Coordinateur de l'UTM dans la région de Nioro, explique : 'L'UTM, dans sa démarche d'accompagnement des mutuelles, les appuie à la contractualisation avec les structures de soins pour la prise en charge des patients mutualistes à travers le système du tiers-payant. La disponibilité d'une offre de soins de qualité est l'une des conditionnalités de réussite de la mutuelle. Nous avons constaté que le centre était confronté au problème d'indisponibilité

d'une source d'énergie adéquate et permanente, qui jouait sur la qualité de l'offre de soins'.

'Nous avons l'habitude de dire aux patientes de venir avec des bougies, ou alors nous utilisons des lampes torches. Une source d'alimentation intermittente ou peu fiable met des vies en danger', explique **Soumaila Doumbia, Directeur technique du centre de santé de Débékouroumba.**

Pour leur éclairage, les centres de santé utilisaient essentiellement des lampes à pétrole, très polluantes et coûteuses. La lumière de ces lampes est médiocre, le gaz qu'elles émettent présente un risque sanitaire, et leur utilisation augmente le risque d'incendie.

Face à ces constats, l'UTM a sollicité l'appui de WSM pour la recherche d'une solution alternative à l'accessibilité des centres de santé aux sources d'énergie, afin d'améliorer la qualité des services offerts aux mutualistes, en particulier, et à tous les usagers de façon générale. WSM et UTM ont choisi d'aider à installer des systèmes alimentés par l'énergie solaire dans des centres de santé difficiles d'accès, pour assurer que personne ne soit laissé de côté.

Grâce à l'appui de WSM en 2016, l'UTM a accompagné à l'équipement de 12 centres de santé en kits solaires et en réfrigérateurs alimentés à l'énergie solaire ; les membres du comité de local ont été formés en gestion et maintenance de l'équipement d'énergie renouvelable.

Une contribution à la couverture sanitaire universelle

Si les panneaux solaires continuent de transformer la communauté, ils contribuent également à faire avancer le programme de couverture sanitaire universelle. Pour Monsieur Soumaila, 'nous avons

actuellement la possibilité d'utiliser un réfrigérateur adapté à l'énergie solaire pour la conservation des vaccins'. **Mme Kankou Magane, Matrone au centre de santé de N'gaï**, explique ce que le fait de disposer d'un centre de santé local équipé de l'énergie solaire signifie pour la communauté locale. 'Les femmes sont plus enclines à aller à la maternité car elle est source d'espoir', soutient-elle.

Un renforcement de la responsabilité sociale de la mutuelle

'Le projet d'installation de kits solaires a non seulement renforcé le partenariat entre la mutuelle et les prestataires de soins, mais il a également contribué au renforcement de la crédibilité de la mutuelle auprès des populations', confie **Aziz Mariko**.

Un programme durable

L'UTM travaille en partenariat avec l'Association de Santé communautaire locale (ASACO) de N'gaï pour assurer la durabilité du projet, y compris la maintenance du système.

Fambougouri Konare, Président de l'ASACO de la zone de santé de N'gaï, explique : 'Nous travaillons main dans la main avec l'UTM pour un plan d'entretien et de réparation des installations photovoltaïques. L'installation de ce kit solaire est un soulagement pour l'ensemble du personnel sanitaire, dont les conditions de travail se trouvent améliorées. Au sein du Comité de gestion que je préside, nous avons décidé de prévoir un budget pour l'entretien et la réparation, et même le remplacement en cas de besoin'.

La lutte contre le changement climatique passe par le développement des énergies renouvelables. Le programme aide le pays à réduire ses émissions de dioxyde de carbone, la production et l'utilisation de l'énergie fossile constituant un facteur principal de réchauffement de la planète.

Le projet apporte une contribution significative à l'Agenda 2030 des Nations unies. En utilisant les nouvelles technologies pour assurer la prestation des soins de santé aux communautés locales sous-desservies, le projet aide le Mali à atteindre les ODD 3, 7, 13 et 17 : santé et bien-être, énergie propre et abordable, action pour le climat et partenariats.

UN MEILLEUR ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

L'énergie solaire a également rendu les soins de santé accessibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le témoignage de **Mme Farimata Kone, infirmière obstétricienne au centre de santé de Débékouroumba** rend bien compte de la plus-value, pour l'accès aux soins de santé, de l'installation de ce kit solaire :

'Nous sommes ravis de l'installation de ce kit solaire. Avant, la nuit, il nous était difficile de placer les perfusions du fait de l'obscurité. La pratique de l'accouchement était la plus compliquée, surtout la nuit, ce qui nous amenait à utiliser d'autres sources d'éclairage comme les bougies ou les lampes torches. Imaginez un peu de pratiquer un accouchement et en même temps manipuler une lampe torche, avec tous les risques que cela comporte.

Désormais, le manque de courant n'est plus un problème du tout ; le courant est disponible 24h/24 et tout le centre est éclairé. Les accouchements se déroulent en toute sécurité et les nouveau-nés ne sont plus à la merci d'une panne.

En plus, l'intimité des patient-es est garantie car il n'y a plus besoin d'ouvrir une fenêtre ou une porte pour avoir de la lumière pendant la journée.'



AU BURKINA FASO, LES FEMMES FACE AUX MULTIPLES DÉFIS DE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Pays sahélien situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est confronté à une situation marquée par des indicateurs démographiques et économiques (plus de 40% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue) qui illustrent la nécessité d'actions conséquentes pour améliorer l'accès à la santé, à l'éducation et à une alimentation de qualité.

Par ailleurs, le pays fait face à des problèmes environnementaux majeurs, notamment une progression de la ceinture géo-climatique sahélienne, qui se manifeste par une dégradation des terres et des ressources en eau, l'érosion de la biodiversité et le changement climatique. Dans les centres urbains, on assiste à des problèmes environnementaux croissants. En effet, une forte expansion de l'urbanisation entraîne des répercussions sur l'environnement, notamment : (i) une démultiplication de la consommation des ressources naturelles (eau, énergie, alimentation, matériaux de construction, etc.) ; (ii) une accumulation et une concentration de nuisances en milieu urbain et le développement de l'insalubrité ; (iii) l'accentuation de la précarité et de la pauvreté en rapport avec les impacts de la dégradation de l'environnement urbain ; (iv) la faible gestion intégrée des déchets solides et le manque d'infrastructures et d'investissements en la matière.

Ce contexte est largement défavorable surtout aux femmes, qui constituent pourtant la proportion la plus importante de la population burkinabè. En effet, elles sont particulièrement affectées à travers leur accès limité aux ressources productives (terre, capital, crédit) comparativement aux hommes. En 2009, le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) estimait le revenu annuel moyen des femmes à 895 \$US contre 1.354 \$US pour les hommes. On retrouve les femmes dans les activités à bas salaires des secteurs ruraux et informels, où elles constituent environ 60 % de la main-d'œuvre.

Pour faire face à cette situation, des initiatives multiformes sont développées aussi bien par les pouvoirs publics que par les associations, les ONG et d'autres intervenants privés, dans plusieurs domaines, dont la protection de l'environnement. Le Groupe d'Action des Femmes pour la Relance économique du Houet (GAFREH) est un collectif d'associations, né en 1995 pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes de la province du Houet (674.916 habitants, située au Sud-Ouest, dans la région des Hauts Bassins).

L'une des initiatives de ce collectif a été le lancement d'un centre de recyclage des sachets plastiques. Mais les associations membres du collectif ont d'autres activités très variées, comme le commerce,



la restauration, la teinture, la savonnerie ou le tissage. Le Collectif GAFREH compte aujourd'hui 118 associations, dont le nombre de membres s'élève à plus de 7.000 femmes. Son principal but est de sensibiliser, de rassembler et de former les femmes pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement socioéconomique de la province. L'organisation renforce les capacités de ces femmes, les aide à monter des projets viables et à leur trouver des financements.

Le Collectif bénéficie depuis 2016 de l'appui financier de WSM dans le cadre du partenariat avec le Réseau d'Appui aux Mutuelles de Santé au Burkina Faso (RAMS) qui, en plus de la mutualité, a intégré d'autres thématiques transversales telles que le genre et la protection de l'environnement, grâce à l'expertise du GAFREH.

L'expérience du GAFREH s'est construite progressivement, par la volonté de ses membres de cultiver initialement l'entraide et la solidarité et, par la suite, de développer des activités génératrices de revenus. La concrétisation de l'implantation du centre de recyclage des déchets plastiques a constitué le point de départ d'une innovation en matière de lutte contre la propagation des déchets plastiques, et conjointement un tremplin pour l'accès de nombreuses femmes à des activités génératrices de revenus.

Le ramassage des déchets ménagers est une activité qui occupe plusieurs femmes des associations membres du collectif. C'est une prestation offerte aux ménages qui le souhaitent contre un paiement mensuel de 1000 FCFA (1,5 euro) pour un passage

hebdomadaire. C'est aussi en principe une activité d'utilité publique car les services municipaux ne sont pas en mesure d'assurer la salubrité pour l'ensemble des zones d'habitation. Selon les données récentes, une soixantaine d'associations interviennent dans la collecte des déchets plastiques. Parmi ces associations de collecte ou de valorisation, neuf interviennent précisément dans leur valorisation.

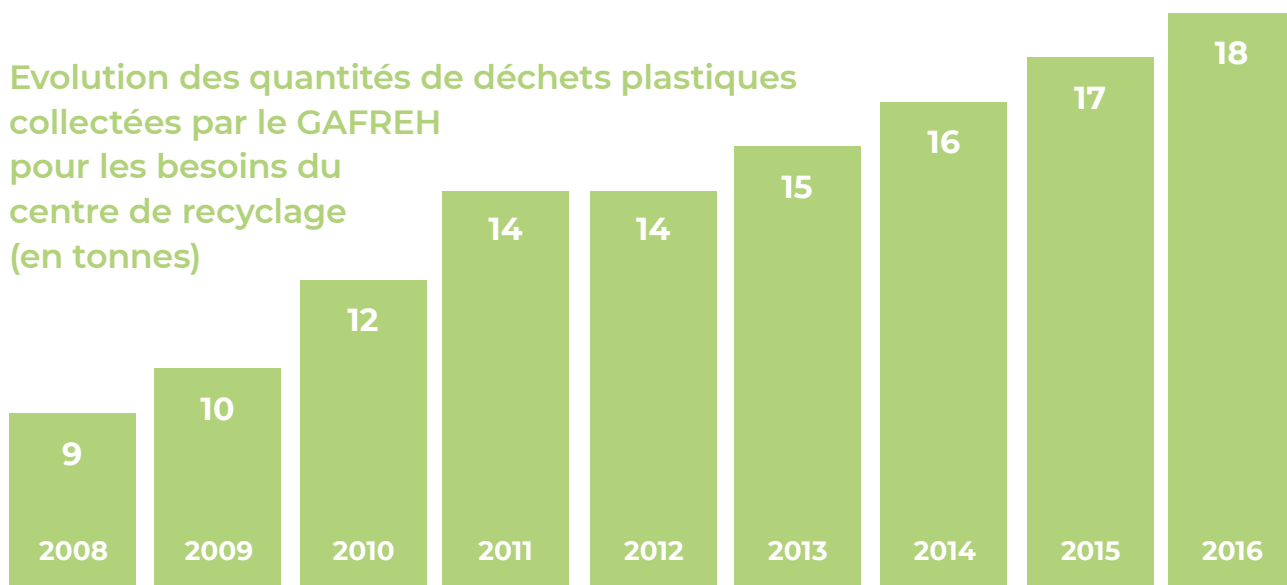
Des unités de transformation de bouteilles en sable utilisé dans la construction de bâtiments et la production de gasoil à partir de sachets plastiques ont été acquises ces dernières années. Depuis l'acquisition en 2017 d'une machine pour le concassage des bouteilles, 20 tonnes de bouteilles ont été ainsi collectées, ce qui améliore et rend sain des espaces et réserves de jeux, des champs cultivables, des sentiers et routes de circulation, car ces bouteilles éparpillées dans la nature sont dangereuses aussi bien pour la nature elle-même, que pour les humains et le bétail. Un partenariat est en cours de négociation avec la cimenterie Cimasso afin de professionnaliser cette activité. Les résultats obtenus par le centre de recyclage parlent d'eux-mêmes, avec près de 125 tonnes de déchets collectés.

La figure ci-dessus donne un aperçu de l'évolution des quantités de déchets plastiques collectées par le GAFREH pour les besoins du centre de recyclage.

Ce traitement de déchets permet la production de biens utilitaires très diversifiés (chaises, sacs, poupées, cartables, etc.) et la création de milliers d'emplois pour les femmes.

les associations membres de GAFREH sont arrivées à la conclusion que les activités en matière de lutte contre la pauvreté et contre la dégradation de l'environnement pour une meilleure santé et condition humaine sont imbriquées

Evolution des quantités de déchets plastiques collectées par le GAFREH pour les besoins du centre de recyclage (en tonnes)





Ce processus de préservation de l'environnement et de lutte contre la pauvreté des femmes génère des recettes pour les femmes d'une moyenne annuelle de 20 millions de FCFA (environ 30.500 euros).

Cependant, ces initiatives, à l'instar d'autres en cours au Burkina Faso, connaît depuis 2014 une baisse d'intensité due la faible fréquentation touristique, suite à l'insurrection populaire et au cycle de violences liées aux attaques terroristes que connaît le pays.

Les initiatives de GAFREH s'étendent aussi au reboisement dans les environs de Bobo-Dioulasso et aussi à des actions de sensibilisation sur les périls liés à la dégradation de l'environnement au sein des associations, au niveau communautaire, et auprès des mutuelles de santé et des écoles.

GAFREH vulgarise aussi son expérience pionnière dans ce domaine, à travers des formations données à des structures ou des groupes de personnes du Burkina ou d'autres pays, comme par exemple au Sénégal.

De cette expérience, les associations membres de GAFREH sont arrivées à la conclusion que les activités en matière de lutte contre la pauvreté et contre la dégradation de l'environnement pour une meilleure santé et condition humaine sont imbriquées. En effet, le recyclage des déchets contre la pollution urbaine est en même temps pourvoyeur d'emplois et de revenus substantiels pour plusieurs femmes.

Le collectif GAFREH a une place importante dans la promotion de l'emploi, la lutte contre la dégradation de l'environnement et la formation des jeunes. Vu l'ampleur du défi sur l'ensemble du pays, GAFREH recherche aussi de manière permanente des partenariats avec d'autres associations d'autres provinces et régions.

PROMOTION DE L'EMPLOI VERT AU BURUNDI

Le changement climatique affecte la vie des populations ; mais les efforts de lutte contre ce changement peuvent créer des nouveaux secteurs 'verts' de l'économie. Au Burundi, l'Asbl AGAKURA, partenaire local de WSM, promeut l'agriculture familiale écologique pour appuyer les jeunes afin qu'ils se prennent en charge eux-mêmes.

Pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement

Pour Frère Déogratias, représentant d'AGAKURA, 'une enquête réalisée sur le terrain a permis de constater que ce sont des pratiques du paysan qui contribuent à la dégradation de l'environnement, sans que personne ne s'en inquiète'. Après réflexion, des contacts ont été pris avec les ministères impliqués dans la protection de l'environnement ainsi que ceux de l'agriculture et de l'élevage pour développer un modèle pédagogique de promotion d'une agriculture écologique adaptée en milieu rural. C'est ainsi qu'AGAKURA a créé en 1996 la ferme école de promotion de l'Agriculture Ecologique à Rwesero, dans la Commune de Makebuko (Province de Gitega). 'Nous avons intégré les techniques de production agricole respectueuses de l'environnement dans nos modules de formation agricole : l'association d'espèces agroforestières (Caliandra, sesbania leucaena, grevillea) avec les cultures vivrières, association d'espèces agroforestières et le petit élevage, l'utilisation de compost comme fumure pour les plantes, la fabrication d'engrais organique à partir de feuilles de végétaux riches en azote (engrais liquide) et de produits naturels pour la protection des plantes contre les insectes.'

Le choix des micro-projets à soumettre aux Institutions de microfinance ou l'octroi de crédit- équipement favorisent l'installation des entreprises d'économie sociale respectueuses de l'environnement.

Grâce à l'appui de WSM, ce sont 2264 jeunes (dont 892 jeunes filles) qui ont été formés en métiers intégrés à l'environnement.

Le centre de formation bénéficie du soutien de l'Etat à travers les différents ministères en charge du développement du monde rural. Ainsi, le ministère de l'Intérieur et de la Formation patriotique a octroyé à AGAKURA un terrain d'exploitation où est installée la ferme école, alors que le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ainsi que celui en charge de la Formation professionnelle ont noué des partenariats avec AGAKURA pour la promotion de l'agriculture écologique et la formation de jeunes.



Plus-value de la ferme-école de Rwesero

Cette expérience de la ferme école de promotion de l'agriculture écologique démontre qu'il est possible d'allier entrepreneuriat social et protection de l'environnement.

La ferme école de Rwesero est un modèle d'apprentissage pédagogique des bonnes pratiques d'agriculture biologique où les bénéficiaires viennent apprendre (lors de stages de fin d'études ou durant des visites d'échange d'expériences).

Le témoignage de **Béatrice Nsengyumva**, cultivatrice, mariée et mère de 4 enfants, rend bien compte de la plus-value de cette ferme-école pour la vie locale :

'En 1998, j'ai entendu un communiqué à l'église appelant la jeunesse déscolarisée à fréquenter le centre promu par AGAKURA pour apprendre des métiers pour l'auto-promotion. J'ai donc décidé de m'y inscrire ; et j'y ai suivi la formation professionnelle en agriculture pendant 3 ans.

Aujourd'hui j'ai une exploitation dans laquelle j'ai planté différentes espèces d'arbres agroforestiers (Caliandra, sesbania leucaena, grevillea) en association avec les cultures saisonnières telles que le bananier, le maïs, la pomme de terre et le haricot). Je pratique également l'élevage de petit bétail (porcs, lapins, chèvres).

Les arbres agroforestiers produisent du feuillage riche en protéine végétale, que j'utilise dans l'alimentation de mon élevage et la fabrication de la fumure organique pour mes cultures. Je fabrique des produits naturels pour lutter contre les insectes. La vente des différents types de produits me permet de diversifier mes revenus et de contribuer aux dépenses du ménage : les frais de scolarité et les soins de santé, l'habillement et l'amélioration de l'habitat.

Après avoir participé à des séances de sensibilisation sur l'assurance maladie, j'ai acheté une carte d'assurance maladie de la mutuelle nationale permettant la prise en charge des membres de ma famille. Mon ambition est d'étendre mon exploitation. Pour cela, j'épargne régulièrement à la Coopérative d'Epargne et de Crédit.'





ASIE

KSBSI ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

En Indonésie, le syndicat KSBSI, une organisation partenaire de WSM et de l'ACV-CSC, a mis le changement climatique à l'ordre du jour depuis 2011 via de multiples actions sur le terrain.

L'Indonésie : quatrième plus grand émetteur au monde

L'Indonésie est l'un des pays qui pourrait et devrait jouer un rôle particulier dans la lutte contre le changement climatique. En 2014, avec 2,5 gigatonnes d'émissions d'équivalent CO₂, elle était le quatrième plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde (5,1 % du total mondial), après la Chine, les États-Unis et l'Inde. Même en tenant compte de la forte population de l'archipel (environ 270 millions d'habitants), l'Indonésie reste le septième plus grand émetteur de gaz à effet de serre, avec 9,7 tonnes d'émissions d'équivalent CO₂. Ces émissions sont principalement dues à la déforestation massive, à la combustion des tourbières pour faire place aux terres agricoles et, dans une moindre mesure, à l'utilisation de combustibles fossiles à des fins énergétiques. En même temps, le pays est l'un des plus grands exportateurs de charbon thermique, et de futurs investissements dans des centrales électriques au charbon sont prévus pour fournir de l'électricité jusqu'aux îles les plus éloignées.

L'Indonésie est le pays qui possède la troisième plus grande superficie de forêt tropicale humide au monde, après le Brésil et la République démocratique du Congo. Depuis 2010, cependant, plus de 11 % de la forêt tropicale indonésienne a disparu, principalement pour faire place à des plantations de palmiers à huile et de caoutchouc, à l'exploitation forestière (illégal) et à l'exploitation minière. Nulle part ailleurs dans le monde, autant de forêts n'ont été perdues en si peu de temps ; presque

deux fois plus qu'au Brésil et en RD Congo. Bornéo, une île qui détient l'une des plus grandes forêts tropicales du monde, a perdu 30 % de ses forêts au cours des 40 dernières années. Sumatra en a perdu 50%. L'exploitation forestière et les incendies de forêt ont également un impact énorme sur la biodiversité, menaçant d'extinction des espèces rares telles que les orangs-outans, les éléphants, les rhinocéros de Sumatra et les tigres. Les tourbières tropicales sont également d'une grande importance dans la lutte contre le changement climatique : on estime que le sol de ces zones contient 28 milliards de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles. La poursuite de la déforestation libérerait ce volume dans l'atmosphère et contribuerait au changement climatique mondial.

Un plan d'action national ambitieux ?

En 2016, l'Indonésie a également ratifié l'Accord de Paris sur le climat. Le gouvernement indonésien s'est engagé à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 29 % d'ici 2030. Si la communauté internationale apporte un soutien financier suffisant, cet engagement pourrait se traduire par une réduction de 41 % des émissions d'ici 2030. En outre, la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique devrait passer de 4 % actuellement à 23 % d'ici 2025.

Le Plan d'Action national sur l'adaptation au changement climatique se concentre sur deux domaines : l'élévation du niveau de la mer et les changements dans les conditions météorologiques, climatiques et pluviométriques. Le plan d'action propose une stratégie intégrée pour accroître la résilience de l'Indonésie au changement climatique,

notamment en garantissant l'approvisionnement en nourriture et en énergie, et en réduisant l'impact du changement climatique sur la santé, le logement, l'urbanisme et les écosystèmes vulnérables dans les deltas des rivières et les zones côtières. En septembre 2018, le président indonésien Widodo a également annoncé un moratoire de trois ans sur l'aménagement de nouvelles plantations de palmiers à huile. Cependant, les climatologues sont très sceptiques quant aux engagements du gouvernement indonésien, qui s'avèrent déjà largement insuffisants pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

KSBSI reconnaît l'impact du changement climatique sur les travailleurs et leurs familles

Dans la lutte contre le changement climatique, les Nations unies reconnaissent que ce ne sont pas seulement les gouvernements mais aussi les entreprises, les familles et les organisations de la société civile qui peuvent contribuer à la réduction des gaz à effet de serre. C'est également le cas en Indonésie, où KSBSI, une organisation syndicale partenaire de WSM et de l'ACV-CSC, a mis le changement climatique à l'ordre du jour depuis 2011. Le congrès 2011 de KSBSI a en effet décidé que le changement climatique devait devenir un thème prioritaire pour elle. Le programme sur le changement climatique s'est concentré sur deux objectifs.

Un premier axe est le travail de plaidoyer politique : en tant que syndicat et représentant des intérêts des travailleur-euses, KSBSI veut s'impliquer davantage dans la politique du gouvernement indonésien visant à atténuer l'impact du changement climatique. C'est pourquoi KSBSI tente de prendre pied dans le suivi de la politique climatique du gouvernement, soit en prenant lui-même position, soit en assurant un suivi critique de la politique, comme celui du mécanisme REDD+¹⁰ mis en place après la Conférence de Bali sur le climat en 2007. REDD+ est un mécanisme par lequel les pays en phase de développement, comme l'Indonésie, peuvent compter sur un soutien financier s'ils s'engagent à réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par la déforestation ou d'autres formes de dégradation des forêts. REDD+ encourage la conservation et l'expansion des stocks de carbone dans les forêts et la gestion durable des

forêts. Cependant, l'agence qui devait coordonner la stratégie REDD+ en Indonésie a été dissoute en 2015 et a fusionné avec le ministère national de l'Environnement et des Forêts.

KSBSI coopère également avec des plateformes telles que Indonesia's People's Alliance, un ensemble d'organisations environnementales, de mouvements d'étudiants et d'organisations de peuples indigènes qui tente d'ajuster les politiques nationales sur les accords internationaux environnementaux.

En outre, KSBSI suit également les développements au niveau international, tels que les conférences annuelles des Nations unies sur le climat, la Conférence des Nations unies sur le développement durable, ainsi que les Objectifs de Développement durable 2030. L'objectif 13 de ces derniers vise d'ailleurs à prendre des mesures immédiates contre

le changement climatique et ses conséquences. Le syndicat tente de superviser les engagements concrets du gouvernement indonésien en matière de réduction des gaz à effet de serre. Les problèmes récurrents constatés sont le manque de transparence et d'information que la société civile indonésienne reçoit du gouvernement et le manque de consultation en vue de la préparation de conférences internationales aussi importantes.

**KSBSI considère
comme essentiel
de sensibiliser ses
affilié-es et ses
travailleur-euses aux
impacts potentiels
du changement
climatique**

La lutte contre le changement climatique commence par soi-même

Un deuxième axe de travail de KSBSI consiste à sensibiliser les travailleurs par le biais de formations et de campagnes : KSBSI considère comme essentiel de sensibiliser ses affiliés et ses travailleur-euses aux impacts potentiels du changement climatique. Après tout, de nombreux travailleurs risquent de perdre leur emploi si les effets prévus du changement climatique se concrétisent. Par exemple, de nombreuses industries, telles que celles de l'habillement, de l'alimentation et de la chimie pourraient souffrir d'un manque de matériaux de base pour leur production. Sans compter le moratoire (temporaire) sur les plantations supplémentaires de palmiers à huile qui menace quelque 150.000 travailleur-euses de se retrouver au chômage.

10 REDD signifie 'Reducing emissions from deforestation and forest degradation' (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). Le '+' représente la conservation et la gestion durable des forêts, ainsi que l'amélioration des stocks de carbone dans les forêts.

Par le biais de dépliants et de brochures de sensibilisation, de campagnes et d'actions médiatiques telles que la plantation de 1000 arbres ou l'aménagement d'un 'parc KSBSI', les employé-es et les affilié-es de KSBSI sont sensibilisé-es aux conséquences et aux dangers du changement climatique et à ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes pour y remédier. Par exemple, les affilié-es reçoivent une formation sur la façon de négocier des clauses d'action climatique dans les négociations collectives, afin de persuader les directions d'entreprises de consacrer une partie du budget disponible à des initiatives de responsabilité sociale des entreprises de plantation d'arbres.

Maria Emeninta, coordinatrice du programme climatique de KSBSI, explique qu'il reste difficile de sensibiliser le personnel et les affilié-es de

l'organisation à cette question, car beaucoup la considère comme le cadet de leurs problèmes et considèrent la violation régulière des droits du travail comme un problème plus important et plus urgent. 'C'est pourquoi la formation met désormais davantage l'accent sur les méthodes interactives, avec des vidéos et des échanges permettant de partager des histoires concrètes de dirigeant-es syndicaux-ales et de travailleur-euses sur les conséquences du changement climatique. Parce que si nous voulons rester sur une planète vivable, nous devons commencer à changer notre comportement individuel.'



L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE REDONNE DE L'ESPOIR AUX AGRICULTEUR·TRICES INDIEN·NES

Bien que leur contexte diffère énormément, les agriculteurs d'Inde et de partout ailleurs dans le monde partagent souvent les mêmes préoccupations : ils reçoivent des prix bien trop bas pour leurs produits pour vivre dignement, et leurs terres sont menacées et polluées par l'industrie.

AREDS, partenaire de WSM dans le Tamil Nadu (Inde), redonne de l'espoir aux agriculteur·trices indien·nes en promouvant l'agriculture biologique à petite échelle par la formation et l'utilisation d'une ferme pilote sur une parcelle de terre en jachère. Ainsi, AREDS construit un modèle alternatif qui garantit une alimentation saine, donne aux agriculteurs davantage de revenus et renforce la position des femmes. En d'autres

termes, l'action d'AREDS permet de réaliser des progrès économiques et sociaux pour les agriculteur·trices.

En Inde, l'agriculture est une affaire de femmes. Les femmes sèment, désherbent, récoltent et s'occupent des animaux. Jusque dans les années 1960, cela se faisait de manière traditionnelle. On y cultivait surtout du millet et des légumineuses nourrissants. Afin d'améliorer les sols et de protéger leurs cultures, les agriculteur·trices utilisaient des herbes disponibles localement. Les machines étaient à peine utilisées : les buffles labouraient le sol et pompaient l'eau. Tout le travail se faisait selon les méthodes traditionnelles, de la sélection des semences à la récolte. Le but de l'agriculture était de répondre aux besoins de la famille.



Évolution

Beaucoup de choses ont changé depuis lors. Les nouvelles méthodes de production - plus coûteuses - promettaient aux agriculteurs plus de profit, mais en réalité, les prix des produits agricoles couvrent à peine les coûts. En outre, les engrais chimiques nouvellement introduits ne sont pas sans danger, avec des conséquences sur les sols, la biodiversité et l'alimentation. L'alimentation elle-même a également évolué : le millet traditionnel, riche en nutriments essentiels, a été de plus en plus remplacé par du riz et du blé, moins nutritifs. Mais un autre phénomène est également notable. De nombreux agriculteur·trices sont miné·es par des problèmes financiers, ne voient plus d'issue et se suicident.

L'accaparement de terres

Il arrive aussi trop souvent que des agriculteur·trices indien·nes désespéré·es cherchent leur salut en vendant leurs terres à des entreprises agro-industrielles qui y pratiquent ensuite des monocultures à grande échelle. Les sols fertiles deviennent ainsi souvent des terrains industriels. C'est ce qu'on appelle l'accaparement des terres. Ce phénomène est facilité par le fait que les femmes font bel et bien le travail agricole, mais n'ont pas le droit de décision. Aujourd'hui, 78 % des personnes qui vivent de l'agriculture sont des femmes, mais seulement 1 % des femmes possèdent des terres. Ce sont les hommes qui possèdent la terre et qui

décident de ce qu'elle devient. Mais ils ont un lien moins intense avec le sol. Les femmes sont beaucoup plus conscientes que ce sol les nourrit et les maintient en vie. Par conséquent, les hommes décident plus vite que les femmes de vendre leurs terres.

Clubs de fermiers

Avec son programme agricole, AREDS tente de redonner aux agriculteur·trices un revenu décent et de renforcer les droits des femmes, afin d'empêcher l'accaparement des terres. AREDS réunit les agriculteurs (hommes et femmes) dans des clubs de fermier·ères, où leur est fournie une formation sur l'agriculture biologique et la commercialisation de leurs produits. Les méthodes de culture biologique donnent aux produits une valeur ajoutée sur le marché, ce qui procure un revenu plus important. L'agriculture biologique, sans l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides brevetés par les multinationales, est également une manière de s'opposer à l'agro-industrie. Les clubs de fermier·ères offrent également d'autres avantages. Ainsi, les agriculteurs peuvent, le cas échéant, contracter un prêt bancaire.

AREDS est partenaire de WSM et a reçu son soutien pour l'installation de panneaux solaires sur la ferme pilote. La province de Flandre occidentale (Belgique) soutient la formation agricole et le développement de la ferme pilote et rend possible l'échange avec la VIVES Hogeschool (Ecole supérieure en Belgique).

Ferme bio pilote

Mais AREDS n'en est pas restée là. Dans le village de Veeriyappalayam, dans le district de Karur, à l'endroit où il y avait autrefois des terres en jachère, AREDS a créé une ferme biologique pilote avec un verger et un jardin potager. La terre - cent hectares de sites industriels désaffectés - était considérée comme infertile. AREDS a fait analyser le sol et a fait appel à des experts agricoles. Leur point de départ était la conviction que tout type de sol peut être utilisé à des fins agricoles, à condition de choisir des cultures appropriées et d'adapter les méthodes de culture. Après une étude topographique approfondie, 60 hectares ont été plantés avec des arbres fruitiers (chikoo, un fruit tropical) et une espèce locale de groseilles à maquereau. Trois bassins et deux puits d'eau équipés de pompes recueillent l'eau de pluie pendant la mousson. Cela permet de combler une grande partie du déficit en eau pendant la saison sèche. Un nouveau système d'irrigation goutte à goutte fonctionne à l'énergie solaire grâce à des panneaux solaires.

L'égalité des genres

Toute la communauté du village est impliquée dans le développement de la ferme. La gestion a été confiée à un groupe de femmes. Elles fournissent la fumure organique pour que les jeunes pousses se développent plus vite. Elles sèment les 'fèves de cheval', un légume local riche en protéines, comme récolte intermédiaire pendant la saison des pluies. Elles font paître les moutons dans l'herbe tendre du verger, lorsque la pluie l'a transformé en un pâturage verdoyant. Elles sèment, désherbent, récoltent et prennent soin des animaux, comme elles le font depuis des temps immémoriaux. Ce qui se traduit par une plus grande sécurité alimentaire. La gestion de la ferme pilote donne aux femmes plus de prestige. Ainsi, AREDS contribue très consciemment à l'égalité de genre.

Les agriculteur·trices gagnent en force

Grâce à la formation, les agriculteur·trices apprennent à pratiquer l'agriculture biologique. Dans la ferme biologique pilote, les cultures traditionnelles reçoivent une nouvelle impulsion. Avec succès et donc plus de sécurité alimentaire et un meilleur revenu pour les agriculteur·trices. S'ils se rendent compte que leur terre a de la valeur, l'accaparement de terres est moins probable. AREDS redéfinit le mode de vie traditionnel des Indiens et lie ainsi les objectifs écologiques, économiques et sociaux.



NÉPAL

Production de briques dans la vallée de Katmandou, au Népal

Quand l'amélioration des droits du travail et la limitation de la pollution vont de pair

En raison de la forte croissance démographique et de l'urbanisation, le secteur de la construction est l'un des secteurs économiques les plus importants au Népal. Après le tremblement de terre de 2015, les impératifs liés à la reconstruction ont encore renforcé cette tendance. La brique est l'un des matériaux de construction les plus importants et est principalement produite au Népal même. Le pays compte 1200 fours à briques enregistrés, et environ 200.000 personnes y gagnent leur vie. C'est donc un important pourvoyeur de travail auquel les syndicats locaux tiennent.

La plupart des lieux de production ne fonctionnent qu'à la saison sèche, de sorte qu'un grand nombre de travailleur-euses sont des saisonniers issus d'autres régions du pays. Souvent, des familles entières se déplacent vers les sites de production. En conséquence, on estime que 32.000 enfants travaillent également au sein des fours à briques. Il est également très difficile de les organiser en syndicats car ils n'ont que peu de liens avec la communauté ou le gouvernement locaux. De plus, beaucoup de travailleureuses entament la saison en ayant contracté des dettes envers leur propriétaire. Ils doivent en effet payer pour obtenir leur poste sur un site de production et donc demander des avances sur les salaires qu'ils doivent encore gagner. En conséquence, ils se trouvent en position de faiblesse vis-à-vis de leurs employeurs et doivent accepter des salaires bien trop bas.

CUPPEC, le syndicat de la construction membre de la confédération syndicale GEFONT (partenaire de WSM) tente néanmoins d'organiser ces travailleureuses et a pu œuvrer à l'établissement d'un dialogue social entre les employeurs, le gouvernement et les syndicats. Cela a déjà conduit à l'adoption d'une réglementation sur les conditions de travail et de vie des travailleureuses. Toutefois, la plupart d'entre eux ne connaissent pas encore suffisamment leurs droits. L'accent est donc actuellement mis sur l'information et la sensibilisation.

La grande majorité des fours utilisent des techniques dépassées et polluantes. Les 200 à 300 fours de la vallée de Katmandou sont responsables de 40 à 60 % des émissions de dioxyde de soufre et de poussières fines. Cette pollution stagne dans la vallée, avec toutes les conséquences néfastes que l'on imagine.


Seuls 8 fours dans la vallée utilisent la méthode du 'puits vertical', une technologie plus propre qui nécessite un investissement initial, mais qui est amortie rapidement car on y utilise environ 30% de combustible en moins. Avec le soutien, entre autres, de la Chine et de certains donateurs occidentaux, des tentatives sont faites pour moderniser l'industrie en ce sens. Une approche que le syndicat soutient pleinement.

Des salaires plus élevés qu'ailleurs

Il est aussi possible de produire différemment. On le voit dans l'entreprise 'Udyog de Bhaktapur Ita Tatha Tile' (Industrie des tuiles de la ville de Bakthapur). Elle compte 300 employé-es permanent-es, dont 250 sont affilié-es à la CUPPEC. Ici, il n'y a pas d'enfants au travail. Les salaires sont environ 15 % plus élevés que le salaire minimum et certaines primes sont prévues pour les vacances et à la saison des fêtes. Il existe une délégation syndicale de 11 membres, dont 5 femmes, et les relations de travail sont régies par une convention collective de travail. L'employeur a compris qu'il est préférable pour lui de bien s'occuper des travailleureuses. D'ailleurs, la productivité et la qualité sont plus élevées ici qu'ailleurs.

L'entreprise utilise la technique 'Hoffman', qui nécessite beaucoup moins de charbon. De longs passages souterrains relient le four à la cheminée, permettant à la plupart des particules de poussière de se déposer avant que la fumée ne quitte la cheminée. Le respect des droits du travail et la réduction de la pollution peuvent donc parfaitement aller de pair !





ENSEMBLE,
POUR UNE PLANÈTE **VIABLE,**
TOUT EN NE LAISSANT
PERSONNE DE CÔTÉ !

Nous voulons tous·tes une planète viable... mais en ne laissant personne de côté. Pour cela, un changement de paradigme est nécessaire. Il doit s'articuler autour de deux axes :

- *Mettre l'économie au service du bien-être des populations tout en respectant les écosystèmes de notre planète ;*
- *Valoriser la coopération et la redistribution équitable plutôt que la compétition et la maximisation du profit, ainsi qu'organiser le commerce dans le plein respect des normes sociales et environnementales.*



CONCLUSIONS

Pour réaliser ce changement de paradigme et parvenir ainsi à un nouvel équilibre, il conviendra de trouver des solutions ensemble, dans une grande alliance globale entre société civile, entreprises et dirigeant-es politiques. Ces acteurs doivent piloter ensemble la transition vers une économie à bas carbone qui valorise les gens et la planète dans le processus de production et de consommation. Ce n'est pas utopique, les multiples initiatives narrées dans cette brochure en sont la preuve. Les actions développées par plusieurs acteur-trices sociaux, aux quatre coins de la planète, montrent que cette transition ne pourra se faire que grâce à leur contribution. En plus, elles montrent jusqu'à quel point le bien-être social et la protection de l'environnement sont deux objectifs indissociables qui se renforcent mutuellement.

L'Économie sociale et solidaire comme porteuse de changement durable

Parmi ces initiatives, le modèle de **l'économie sociale et solidaire**, développé par de nombreuses organisations partenaires de WSM, de l'ACV-CSC et de la Mutualité Chrétienne de Belgique porte en ce sens des embryons de solutions innovantes pour réconcilier la justice sociale et la protection de l'environnement. En mettant l'accent sur les valeurs de solidarité, de bien-être, de bonne gouvernance et de respect de la planète, ces initiatives proposent la création d'emplois décents, augmentant les chances d'accès à une protection sociale universelle. La participation citoyenne au cours de l'élaboration

de ces initiatives est un facteur clé de réussite de l'économie sociale, car elle permet de faire coller les activités aux besoins des populations locales, qui sont les plus à même de proposer des solutions innovantes pour créer des activités rémunératrices tout en respectant les limites de la planète.

Au plus près des écosystèmes touchés par le changement climatique, les populations locales sont les premières concernées par les impacts négatifs du changement climatique. Il est donc temps de leur redonner le pouvoir de décider du modèle économique qu'ils veulent mettre en place, en évitant de vouloir les pousser dans un modèle de surproduction capitaliste qui a déjà montré ses limites.

Enfin, soulignons que les femmes sont davantage touchées par le changement climatique que les hommes, partout dans le monde. Et cela est dû aux tâches reproductives et quotidiennes auxquelles elles sont assignées par une culture patriarcale largement ancrée dans les sociétés. L'économie sociale, par l'originalité de son approche et ses processus décisionnels internes, permet de promouvoir l'égalité hommes-femmes, en ramenant davantage de pouvoir vers les femmes.

Il est primordial de stimuler la création de petites unités locales de production centrées sur la recherche du bien commun. Mais seul-es, les initiateur-trices d'unités de production d'économie sociale et solidaire ne peuvent pas changer le monde. Il faut que les décideurs politiques embrayent en mettant en place des législations favorisant cette économie aux niveaux local, national et international, et reconnaissent ainsi l'économie sociale comme un vecteur de changement qui permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques ambitieux ratifiés en 2015 dans l'accord de Paris.

Pour les syndicats, il n'y a 'pas de jobs sur une planète morte'

La thématique du changement climatique est désormais aussi une priorité pour le mouvement syndical mondial. Depuis des années, la Confédération syndicale Internationale (CSI) et ses affiliés militent pour une transition juste. Ce concept met l'accent sur la création d'emplois décents, afin que personne ne soit laissé de côté dans la course effrénée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Protéger l'environnement tout en promouvant la justice sociale, voilà le leitmotiv du mouvement syndical.

Les syndicats partenaires de WSM et de l'ACV-CSC ont le mérite, à partir des entreprises même, de mettre la question du changement climatique à l'agenda ; en témoigne par exemple la grande journée de mobilisation, organisée par les confédérations internationales le 26 juin 2019 à l'échelle mondiale, sous le slogan 'rendre notre travail à l'épreuve du climat'. Ce n'est cependant pas une mince affaire. Outre des patrons peu progressistes, les travailleur-euses eux-mêmes peuvent se montrer rétifs à entendre cette réalité du changement climatique, tant il est surtout important pour eux de s'assurer des revenus stables, pour faire vivre leur famille. En effet, la transition juste va imposer de plus en plus à certains secteurs gourmands en énergie de revoir le modèle productif, voire de mettre la clé sous le paillason, laissant des milliers de travailleur-euses sur le carreau. Si l'OIT, des agences de coopération internationales et des États proposent des solutions innovantes pour accompagner ces travailleur-euses dans leur reconversion, il reste que ceux-ci peuvent se montrer légitimement inquiets pour leur gagne-pain.

Pourtant, force est de constater qu'il est tout à fait possible de concilier ces préoccupations. C'est ce que montre le travail de sensibilisation mené par des syndicats aux quatre coins du monde, généralement bien accueillis par les travailleur-euses, conscients qu'il n'y a 'qu'une seule planète'. Ensemble, les travailleur-euses peuvent déployer un réel rapport de force pour étendre la logique des entreprises au-delà de la simple logique de la maximisation des profits des actionnaires. Une production qui respecte les normes sociales et les normes environnementales est en mesure de maximiser et de redistribuer les bénéfices pour toutes ces parties prenantes.

Depuis 2011 et la publication des 'Principes directeurs des Nations unies sur les Entreprises et les Droits humains', un débat s'est enclenché au niveau mondial sur la nécessité d'adopter un traité international rendant le 'devoir de vigilance' obligatoire pour les entreprises¹¹. L'objectif étant d'assurer la primauté des droits humains sur ceux des investisseurs, et que de réelles avancées soient visibles sur le terrain. Chaque année, depuis 2014, le Conseil des Droits de L'Homme des Nations unies se réunit à Genève afin de faire progresser les discussions. Le processus, marqué par les réticences de nombreux Etats qui ne veulent pas imposer de règles obligatoires à leurs entreprises de peur de perdre de la compétitivité, avance lentement, mais peut compter sur une forte mobilisation de la société civile (ONG, syndicats, universitaires, etc.)

¹¹ Parallèlement à ce processus international, les Etats ont été invités par les Nations unies à adopter des 'Plans d'Action nationaux' sur 'Les Entreprises et Les Droits humains'. Certains Etats ont par ailleurs déjà avancé sur l'élaboration de lois nationales, comme la France qui a adopté sa propre législation en 2017.

En assurant un 'devoir de vigilance', les entreprises seraient ainsi sollicitées afin de faire davantage respecter les droits humains dans le cadre de leurs activités économiques. Une obligation de vigilance s'appliquerait ainsi tout au long de leurs chaînes de production qui, mondialisation oblige, peuvent comporter de nombreux sous-traitants ou autres entités avec qui des relations commerciales sont entretenues. Éclatées aux quatre coins du monde, ces entités échappent souvent aux radars et peuvent se rendre coupables d'abus flagrants des droits humains.

Pour les syndicats, réunis au sein de la CSI, une réglementation internationale de ce type devrait bien entendu inclure l'obligation de faire respecter les droits du travail fondamentaux (tels que définis par l'OIT), comme la liberté syndicale, le droit à un salaire vital ou encore le droit à la négociation collective. Mais le volet environnemental n'est pas oublié. Le plaidoyer syndical recommande également d'inclure l'obligation pour toute entreprise d'éviter de contaminer les écosystèmes, partant du principe que tout acte de pollution d'un milieu de vie affecte de facto les populations humaines vivant sur ce territoire... et donc impacte leur droit humain fondamental à vivre dans un environnement sain. Si les droits de l'environnement ne sont pas suffisamment définis dans le corpus légal international, il est évident que l'impact sur les populations d'une mauvaise gestion environnementale d'une activité économique doit pouvoir être sanctionné. Cet outil législatif constituerait donc un formidable levier de changement afin de pousser les entreprises à modifier leurs comportements et mieux respecter notre planète.

Des changements individuels... mais surtout une responsabilité collective et politique

Individuellement, chacun peut adapter ses comportements afin de les rendre plus respectueux de la planète. Nous pouvons tous oser sortir de la croissance à tout prix pour favoriser un monde où l'on consommerait plus sobrement. Mais ne nous trompons pas pour autant de cible. En mettant les responsabilités chez les individus, le système économique globalisé nous évite ainsi de penser que c'est bien le système de production capitaliste, ultra-productiviste, qu'il faut remettre en cause. L'action individuelle ne permettra jamais à elle seule de relever les défis qui nous sont imposés par le changement climatique, la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. Elle peut par contre servir de levier de changement, surtout si les individus se regroupent à l'échelle des collectivités, des organisations sociales, des entreprises. C'est en effet en démontrant aux

dirigeantes politiques que de véritables solutions apportant progrès social et respect de la planète sont possibles que ces derniers les favoriseront. Ensemble, nous devons faire de la transition écologique un outil de justice sociale... et de la justice sociale un moteur de la transition écologique.



AUTEURS

WSM

Katrien Beirinckx, Koen Detavernier, Santiago Fischer, Fabien Habimana, Ilère Ngongang, Jeroen Roskams, Mia Vandenberghe, Jennifer van Driessche, Bart Verstraeten, Naomi Vleugels.

AVEC LA COLLABORATION DE

Frédéric Bizindavyi (Agakura, Burundi)
Padiene Harouna (RAMS, Burkina Faso)
Aziz Mariko (UTM – Mali)

RELECTURES ET ADAPTATIONS

Marte Beldé, Helene Daniëls et Marie-Line Simon

PUBLIÉ PAR

WSM

Chaussée d'Haecht, 579
1030 Schaerbeek
Belgique
Tél. : +32 2 246 36 71
BCE/TVA: BE 0413.986.102
RPM: Nederlandstalige Ondernemingsrechtbank Brussel

www.wsm.be

INFOGRAPHIE

Blumix (Antoine Fallon)

CRÉDITS ICONOGRAPHIQUES

Toutes les photographies: © WSM;
page 14: © JP. Pouteau;
pages 26, 28 et couvertures: © Tim Dirven



Belgique
partenaire du développement





URGENCES CLIMATIQUES

Des solutions qui placent les populations et
travailleur·euse·s au centre du jeu

Notre planète est en danger, et si nous n'entre-
prenons pas un tournant majeur, les conséquences
pourraient être dévastatrices pour l'ensemble de
ses habitant·es et pour les générations futures.

Il convient dès lors d'imposer un nouveau récit précurseur
d'actions mobilisatrices, qui fait la part belle à la
solidarité entre les peuples. Il faut dépasser la culture de
la compétition cherchant le profit à tout prix pour la
remplacer par la recherche du bien-être de tous·tes, en
harmonie avec la nature.

Les organisations partenaires de WSM, de l'ACV-CSC et de
la Mutualité Chrétienne de Belgique sont des syndicats, des
mutuelles de santé et des organisations sociales de terrain
localisées en Asie, Afrique et Amérique latine & Caraïbes.
Avec leurs membres et bénéficiaires, elles mènent depuis
des années des projets s'inscrivant dans cette dynamique
et tendant à augmenter la résilience des populations face
au changement climatique.

Nous vous proposons dans cette brochure un tour
d'horizon de quelques-unes de ces démarches
innovatrices, porteuses de changement.